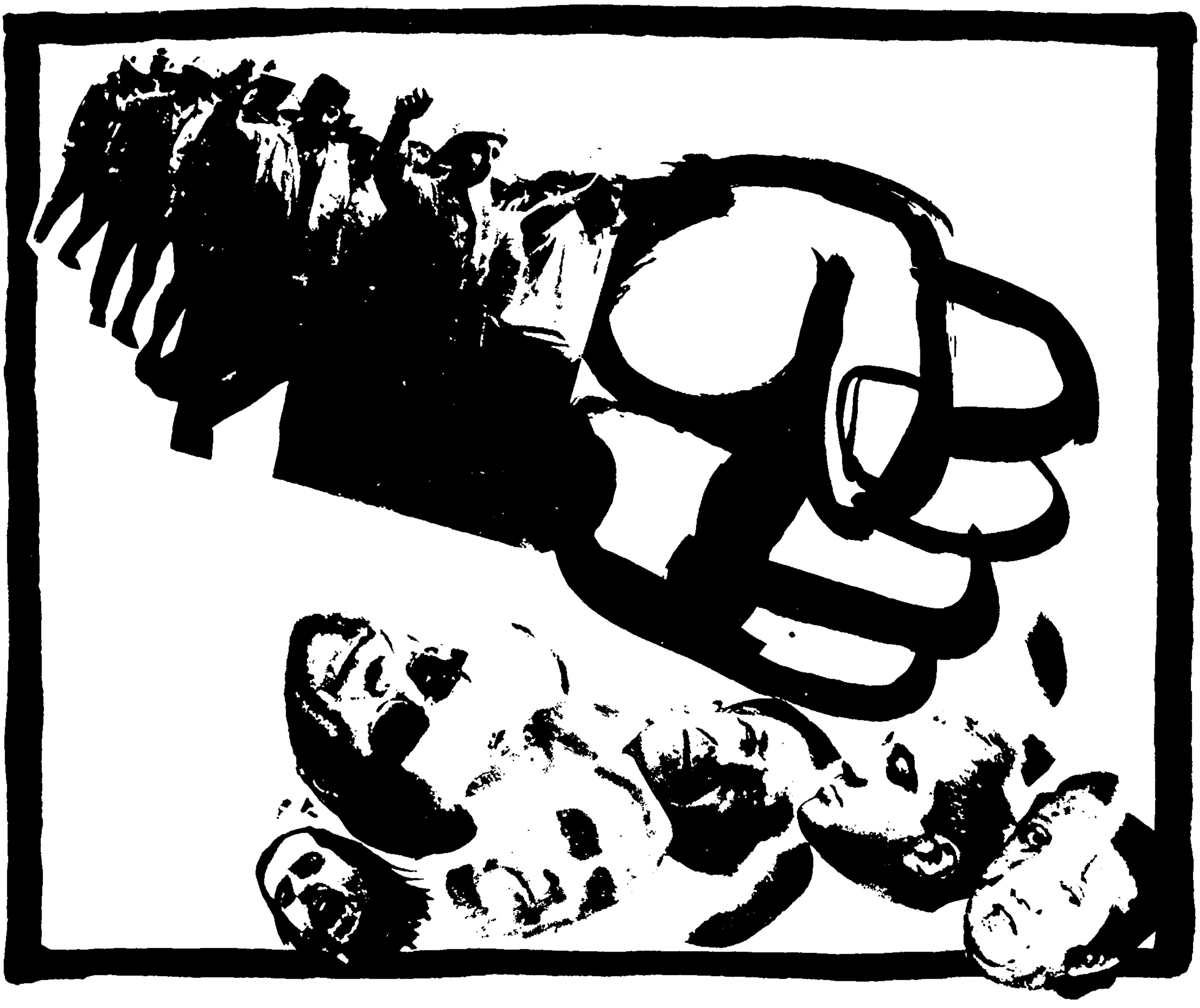
Révolution Internationale 17

août 75



PORTUGAL - HELSINKI - FRANCE - CANADA

Le prolétariat et son avant-garde

Textes et résolutions du 1er Congrès de R.I.

SOMMAIRE

Publications du Courant Communiste International

ACCION PROLETARIA
(ESPAGNE)

Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO
(VENEZUELA)

Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM

P.O. Box 961
Manhattanville Station
365 West, 125 St.
NEW YORK N.Y. 100 27
U.S.A.

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

Ecrire à l'adresse comme suit :

Sandro Saggioro
Casella Postale 85/6
35 100 Padova
ITALIE

WORLD REVOLUTION

Ecrire à l'adresse comme suit :

Box 56
197 King's Cross Road
LONDON WC1
GRANDE BRETAGNE

ABONNEMENTS

5 numéros de REVOLUTION INTERNATIONALE et les numéros correspondants de la REVUE INTERNATIONALE .... 35 F
Etranger .... 40 F
Abonnement de soutien .... 60 F

ABONNEMENTS et CORRESPONDANCE écrire à

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 Paris Cedex 17
FRANCE

VERSEMENTS à

C. GINE
CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C. GINE

Numéro de Commission Paritaire : 54267

Imprimerie : Ed. Syros
9, rue Borromée, Paris 15e

PORTUGAL

CHOISIR SON CAMP

"En France, communistes, socialistes et chrétiens ensemble contre le fascisme" titre L'Humanité du 15 août au sujet des évènements du Portugal. Le titre devrait ajouter "et contre la classe ouvrière" pour être plus conforme à la réalité. En effet, une des grandes offensives anti-ouvrières de l'armée est en train de se développer aussi bien au Portugal que dans le reste de l'Europe : celle qui une fois de plus appellera les travailleurs à une Sainte Unité avec leurs exploiteurs présents ou futurs.

Au Portugal, manifestation des difficultés de plus en plus catastrophiques du capital, la situation politique est confuse et évolue d'heure en heure, à tel point que tout article sur cette question risque de paraître défraîchi au moment de sa parution. Il s'agit donc principalement pour nous de dégager la signification profonde et à long terme des événements du Portugal, ainsi que leurs répercussions dans les autres pays. Résumons les données actuelles de l'imbroglio portugais :

- une opposition très violente entre les deux principaux partis de la gauche, le parti communiste et le parti socialiste, depuis la sortie de ce dernier du gouvernement début juillet ;
- un renforcement du pouvoir des militaires par la création d'un directoire de trois généraux, salué par le PCP et dénoncé par les partis "démocratiques" ;
- le développement, dans le Nord du pays, contre le parti communiste, de manifestations violentes de paysans conduits par des curés et qui ont déjà fait plusieurs morts ;
- des remous importants au sein du MFA lui-même où textes et contre-textes, démissions et limogeages font éclater en plein jour des divisions jusque là souterraines.

Face à ces différents affrontements, les organisations politiques au Portugal et à l'extérieur font grand battage pour persuader les travailleurs de "choisir leur camp" :

- "démocratie" contre "totalitarisme" pour le PS et les "démocrates" ;
- "révolution" contre "réaction" ou bien "anti-fascisme" contre "fascisme" pour le PC.

Comme à leur habitude, et même s'ils sont divisés sur le choix, les gauchistes ne manquent pas à l'appel pour pousser les travailleurs dans un des camps. Ainsi, en France, divers courants maoistes et les trotskystes "lambertistes" de l'OCI se rangent derrière le PS contre le gouvernement militaire appuyé par le PCP. "Constituante souveraine ! Gouvernement du PSP et du PCP présidé par Mario Soares !" sont les mots d'ordre de ces derniers.

La Ligue Communiste Révolutionnaire, elle aussi, a choisi son camp même si elle le désigne en termes voilés. Semblant mettre dos à dos PSP et PCP en dénonçant le "sectarisme criminel" du PCP qui"n'a fait que rejeter les travailleurs socialistes derrière leur direction", elle insiste sur le fait que "le Parti Socialiste se fait le principal support de la réaction" et "qu'en mobilisant le ban et l'arrière-ban de la réaction sous sa bannière,(...) (il) a clairement choisi son camp". (Rouge du mois d'Août). La Ligue se vante également qu'au plus fort de la crise du mois de juillet, "les militants révolutionnaires du MES, de la LUAR, du FSP et de la LCI, se tiennent en étroit contact avec le PCP, les sections syndicales et les commissions de travailleurs et de moradores, pour faire face à toute éventualité."

Mais que leur coeur penche plutôt du côté du PS ou plutôt du côté du PC, les trotskystes font une belle unité pour réclamer le "front unique" PC-PS contre la "réaction" et le "fascisme". Ils sont rejoints dans ce type de politique par Lutte Ouvrière, qui dans Lutte de Classe n°22 préconise "une politique de front unique en direction du Mouvement des Forces Armées" et dans Lutte de Classe n°30 écrit : "Quand le MFA nationalise les banques et certains secteurs industriels, quand il essaie d'empêcher la fuite des capitaux et prétend contrôler le commerce extérieur, il est juste que les travailleurs et les partis qui se réclament d'eux le soutiennent".

Les questions que soulève l'imbroglio portugais sont donc les suivantes :

- quels sont les véritables camps en présence ?
- le prolétariat doit-il choisir l'un d'entre eux ?
- que signifie le choix des gauchistes ?

Pour répondre à la première question, il nous faut commencer par examiner les données de la situation économique et sociale au Portugal.

LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

La crise ouverte qui frappe actuellement le capitalisme comme moment de son cycle infernal de crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise..., s'est abattue d'abord dans les maillons les plus faibles du système.(1) Initialement circonscrite aux pays du tiers-monde, dont le marasme n'est maintenant même plus à souligner, elle a touché progressivement les pays plus avancés pour finalement secouer avec brutalité le plus puissant d'entre eux : les USA. Dans ce mouvement de la périphérie vers le centre, la crise a abattu ses effets les plus violents sur les pays les moins bien lotis du continent européen. Le Portugal, au retard économique encore accentué par plus de 10 ans de guerres coloniales, est le premier des pays d'Europe que la crise a heurté de plein fouet. C'est sa situation économique désastreuse et les mouvements sociaux puissants que celle-ci a provoqué début 1974 qui sont à l'origine du

---

(1) cf. dans ce n° "Texte d'orientation".

renversement du régime caduc de Caetano (1). Mais avec la prise en charge des affaires du capital national par l'armée et par les partis de gauche, la situation ne s'est pas améliorée pour autant à tel point que la première année de gestion "démocratique" s'est soldée par un bilan encore plus désastreux que celui de l'année précédente:

- diminution de 6 % du Produit National Brut;
- augmentation de 60 % du déficit commercial;
- augmentation de 90 % du déficit de la balance des paiements;
- triplement du nombre de chômeurs depuis la fin 1973 (de 90 000 à 270 000).

C'est que dans le monde entier, la crise a continué de progresser retirant encore plus de marchés aux exportations portugaises et de capitaux à son économie. Celle-ci a en particulier vu peser sur elle le poids du chômage des centaines de milliers de travailleurs portugais émigrés qui ont cessé les envois de devises ou qui sont rentrés au pays gonfler les effectifs des sans-emploi. Enfin, l'abandon des colonies n'a pas eu les résultats positifs escomptés : le rapatriement des colons d'Afrique, nouvelles "bouches à nourrir" pratiquement inintégrables dans une économie en pleine déconfiture, s'est doublé de la charge du maintien d'un corps expéditionnaire dans un Angola déjà livré à la curée des différents blocs impérialistes par mouvements "nationalistes" interposés.

De même que la dégradation de la situation économique, le "nouveau régime" n'a pas réussi à endiguer complètement la combativité de la classe ouvrière. A force de "déjouer" des coups d'Etat de plus en plus minables, le MFA et la gauche n'ont plus eu de "danger de putsch fasciste" à opposer à la combativité ouvrière. A peine mise en place, l'Intersyndicale de son côté a éprouvé les plus grandes difficultés à assumer son rôle classique de syndicat : celui de pompier de l'ordre social, à tel point que le gouvernement compte de plus en plus sur les "conseils révolutionnaires de travailleurs" impulsés par les gauchistes, pour assumer un contrôle de plus en plus difficile sur la classe ouvrière.

On peut donc caractériser la situation au Portugal de la façon suivante :

- un état d'arriération économique qui en fait, par bien des côtés, un pays sous-développé ;
- une situation économique catastrophique ;
- une combativité ouvrière toujours présente et que les thèmes anti-fascistes ont de plus en plus de mal à démobiliser.

Ces faits établis, nous allons essayer de voir comment le capital national tente de faire face à la situation.

LA POLITIQUE DU CAPITAL

Dans la phase de décadence du mode de production capitaliste, le capitalisme d'Etat est une tendance générale qui s'impose d'autant plus à une économie nationale que celle-ci est faible et soumise à la crise. En ce sens, le capitalisme d'Etat ne constitue en aucune façon un "progrès" par rapport au capitalisme classique, mais tout simplement son mode de survie quand les difficultés qui l'assaillent mettent son existence en cause. Déjà mis en pratique au cours de la Première Guerre Mondiale, le contrôle étatique sur l'économie n'a cessé depuis de progresser sous des formes staliniennes, fascistes, keynésiennes et néo-keynesiennes avec d'autant plus de force que la situation du capital était menacée. Après la Seconde Guerre Mondiale, cette tendance a connu un essor particulier avec la "libération" des anciens territoires coloniaux. En commençant par la Chine et en passant par l'Algérie, l'Egypte, l'Indochine, sans oublier l'Ethiopie et autres Tanzanie, le nombre d'Etats "socialistes" a décuplé en quelques décennies. En fait, il faut souligner que, même dans les zones dominées par le bloc américain, la presque totalité du capital des pays du tiers-monde est aujourd'hui propriété de l'Etat ou contrôlée par lui.

Il n'y a dans ce fait rien de mystérieux : le seul moyen pour que le capital national de chacun de ces pays puisse tenter de sortir d'un marasme chronique, conséquence de la décomposition générale du mode de production capitaliste, est qu'il élimine toute rivalité et concurrence entre fractions de la bourgeoisie et maintienne par la force la cohésion d'un corps social tendant à se disloquer.

Au Portugal, le capitalisme est l'un des plus faibles d'Europe. Ceci explique qu'il ait été l'un des premiers pays à être frappé avec violence par la crise actuelle. Ceci explique également que ce soit aujourd'hui l'un des pays d'Europe occidentale dans lesquels la tendance vers le capitalisme d'Etat se manifeste avec le plus de force. Par bien des côtés, pays du tiers monde, le Portugal a connu à son tour depuis le 25 Avril 1974 un rythme de plus en plus accentué d'étatisation de son économie comme SEULE tentative de solution de ses contradictions catastrophiques.

Les évènements du Portugal renferment une autre similitude avec la situation qui prévaut dans le tiers-monde. Il s'agit de la place prépondérante jouée par l'armée comme instrument du capitalisme d'Etat.

Si on fait le tour des pays d'Afrique ou d'Amérique du Sud, il est plus simple de dénombrer ceux qui n'ont pas encore un régime militaire ou d'origine militaire que ceux qui sont gouvernés par l'armée. Cette constatation s'applique à des pays comme l'Ouganda, le Zaïre, l'Ethiopie, le Nigeria, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Pérou, etc. mais également à des pays comme la Chine, le Vietnam, le Cambodge et Cuba où la prise du pouvoir par le gouvernement actuel s'est faite à travers la victoire d'une armée, qu'elle soit "rouge" ou "de guerrilla". Cette importance prépondérante de l'armée dans les pays du tiers-monde s'explique par le fait que, dans ces pays au capitalisme mort-né, les forces politiques classiques de la bourgeoisie, les partis, n'ont jamais eu la possibilité de se développer, d'acquérir la cohésion et l'assise suffisantes pour s'imposer comme gérants du capital national. Face à leurs divisions et à leur impuissance, l'armée a, la plupart du temps, constitué la seule force capable de maîtriser un tant soit peu une situation économique,

---

(1) cf. RI n°9

sociale et politique chaotique. Pendant longtemps, elle l'a fait principalement en étroite liaison avec les intérêts des oligarchies locales et ceux de l'impérialisme américain, mais, ces dernières années, on a pu voir de plus en plus souvent les juntes militaires se faire les agents du "socialisme" en étatisant la plus grande partie de l'économie contre les fractions anachroniques de la bourgeoisie, y compris en secouant quelque peu les liens avec l'impérialisme de tutelle. C'est ainsi qu'après le précédent égyptien des années cinquante, on a assisté aux "révolutions" militaires du Pérou, de Syrie, d'Ethiopie, etc. Le Portugal est le dernier en date des pays pour qui le "socialisme" ait été amené sur la tourelle des tanks. Cette vocation de l'armée comme fourrier du capitalisme d'Etat se comprend quand on prend en considération qu'il s'agit là d'une force sociale capitaliste :

- profondément nationaliste et donc soucieuse des intérêts du capital national, y compris et au besoin contre les intérêts particuliers des différentes fractions rivales de la bourgeoisie privée ;
- profondément méfiante à l'égard des partis bourgeois traditionnels, de leurs jeux parlementaires, stériles et capable d'y opposer une stricte discipline nécessaire pour mener à bien des mesures capitalistes d'Etat.

Ces caractéristiques de l'armée font que lorsqu'elle entreprend une politique d'étatisations et de remise en cause, même en façade, des liens du pays avec le capital étranger et surtout américain, elle ne trouve pas d'alliés plus compréhensifs que les partis staliniens dont le nationalisme, la discipline et la brutalité n'ont rien à lui envier. Même si le cas du Portugal est, à ce jour, celui où ces deux fractions du capital ont collaboré le plus étroitement, il ne faut pas oublier le soutien à peine "critique" que le PC péruvien a apporté depuis plusieurs années à la junte militaire de Velasco Alvarado y compris quand celle-ci a noyé dans un bain de sang les émeutes de la faim de Lima en Février 1975 (1).

Au fur et à mesure que la crise du capitalisme va en s'approfondissant, les mesures de capitalisme d'Etat se renforceront dans TOUS les pays où il subsiste une parcelle de capital privé, comme SEULES mesures capables de contenir un tant soit peu la situation. Et ceci non seulement comme seul moyen de remettre un peu d'ordre dans une économie de plus en plus anarchique, d'assurer la survie des secteurs déficitaires indispensables à l'économie nationale, de liquider les secteurs parasitaires et anachroniques, mais aussi et surtout comme moyen le plus adéquat de demander à la classe ouvrière un maximum de discipline et de sacrifices au nom de "l'intérêt national", "général" ou du "socialisme".

LES RESISTANCES AU CAPITALISME D'ETAT ET LEUR EXPLOITATION

Les différentes mesures que les gérants les plus lucides du capital national sont amenés à prendre pour garantir sa survie ne sont en général pas acceptées de gaieté de coeur par l'ensemble de la classe bourgeoise. Pour la bourgeoisie privée, dépossédée de sa propriété et surtout quand c'est sans indemnisations,les nationalisations constituent d'affreuses mesures révolutionnaires... Pour elle la plupart du temps, capitalisme d'Etat égal communisme. Seule en général sa fraction la plus évoluée comprend la signification profonde d'une telle orientation de l'économie et est prête à se reconvertir comme gestionnaire d'un capital étatisé. La plus grande partie de la classe bourgeoise liée à la propriété individuelle oppose donc toute la résistance possible aux mesures de capitalisme d'Etat. Dans cette résistance, elle est rejointe par les différents secteurs de la petite-bourgeoisie liée à la petite propriété : petits commerçants, artisans et paysans propriétaires pour qui le capitalisme d'Etat signifie à terme la disparition. Au Portugal, cette résistance au capitalisme d'Etat s'est d'abord exprimée à travers Spinola et les tentatives de putsch de septembre 74 et de mars 75. L'échec chaque fois plus lamentable de ces tentatives immédiatement suivies d'un renforcement des mesures d'étatisation est l'expression de l'affaiblissement progressif de la bourgeoisie classique face aux fractions de cette classeà à qui les nécessités objectives du capital national ont donné des ailes : celles liées au capitalisme d'Etat, pri principalement le M.F.A. et le PCP. Mais les secteurs les plus anachroniques du capital portugais n'ont pas abandonné tout espoir et ont tenté une dernière manoeuvre en faisant du PS le champion de leur cause et en déclenchant toute une série de campagnes "anti-communistes" là où ils sont les plus forts : les provinces du Nord du pays, terre d'élection de la petite propriété agricole et de l'église. Dans un premier temps, le PS a cautionné ces violences "anti-communistes" pensant les tutiliser comme monnaie d'échange pour un retour triomphal dans le gouvernement, mais il a commencé maintenant àà les dénoncer et ceci pour les raisons suivantes :

1- ces démonstrations conduites par les éléments les plus ouvertement liés au régime salazariste, et particulièrement l'église font finalement le jeu du PCP qui passe pour la grande cible des forces "réactionnaires" et donc comme le parti le plus "révolutionnaire".
2- le PS a compris qu'il ne pouvait lier son sort à des forces condamnées par les nécessités impérieuses du capitalisme sans risquer de disparaître avec elles.

Ceci dit, ces combats d'arrière-garde menés par ces fractions anachroniques du capital portugais sont les bienvenues pour renforcer les positions de l'aile marchante de ce capital. Ils permettent que se reconstitue lderrière le MFA et le gouvernement un soutien que la classe ouvrière tend à réduire de plus en plus à mesure qu'elle développe ses luttes. La gauche et le MFA savent pertinemment que les paysans rassemblés par les curés dans les villages du Nord ne constituent AUCUN danger réel pour le régime. Dispersés dans la campagne, ne jouissant que d'un poids économique ridicule, sans armes et incapables de s'armer, ils ne peuvent jouer le rôle que d'épouvantails de remplacement. Leur "croisade" deviendrait, après les putschs spinolistes

---

(1) Cf. RI n° 14

passés de mode, le nouveau loup-garou prêt à ne faire qu'une bouchée des "conquêtes" de la "révolution".

Ainsi, en même temps que les affrontements entre le PC et le PS -et même s'ils expriment des divergences importantes d'intérêts entre fractions du capital national- ont permis d'opérer une division au sein de la classe ouvrière, l'actuelle "croisade fasciste" permet à l'Etat de retrouver une "unité" entre le capital et le prolétariat face à ce nouveau "danger". Car c'est dans le prolétariat que réside la principale menace pour le régime actuel et c'est lui qu'il est urgent de contenir.

LA CONJURATION DE LA MENACE PROLETARIENNE

C'est en termes de lutte de classe que le marxisme a toujours analysé les événements historiques. C'est dans ces termes que nous jugeons l'évolution la plus récente de la situation au Portugal. Nous avons vu comment la sauvegarde du capital national face aux autres capitaux nationaux et face à la classe ouvrière passait par le renforcement du capitalisme d'Etat et comment la classe capitaliste a utilisé les remous provoqués par cette politique pour essayer d'enchaîner le prolétariat à son char. Voyons maintenant comment le capital compte poursuivre son oeuvre face à une combativité ouvrière croissante répondant à une crise de plus en plus violente.

Depuis le 25 avril 1974, le poids que le PCP avait dans la classe ouvrière a été largement utilisé, principalement à travers l'Intersyndicale, pour lui demander constamment d'abandonner ses luttes et d'accepter de nouveaux sacrifices. Aussi, si ce parti était un de ceux qui étaient la meilleure expression politique du capitalisme d'Etat, il a perdu une part de la crédibilité qu'il avait auprès des ouvriers. L'actuelle contestation qui se développe en ce moment au sein du MFA contre Vasco Gonçalves, homme du PCP, est avant tout la conséquence du fait que le PCP et son Intersyndicale sont de plus en plus incapables d'assumer le maintien de l'ordre dans les entreprises. Expression de l'état d'arriération du capital portugais et de la violence de la crise qui le frappe, les partis classiques s'usent vite au Portugal. C'est ce qui a décidé l'armée à prendre de plus en plus les choses en mains elle-même, c'est ce qui la décide aujourd'hui à remettre en cause les formes classiques de contrôle sur la classe ouvrière.

Le PS se fait-il forcer un peu la main sur la voie du capitalisme d'Etat ? Qu'à cela ne tienne : on le "laisse partir" du gouvernement.

Le PC a-t-il du mal a contrôler SA classe ouvrière ? Qu'à cela ne tienne : on réduit son influence.

Et tout cela au bénéfice de quelle force politique nouvelle, de quelle forme de gouvernement ?

Les caractéristiques de celles-ci doivent être les suivantes :

- être un ferme partisan du capitalisme d'Etat ;
- ne pas être trop compromise avec le PS et le PC en perte de vitesse et éventuellement pouvoir arbitrer leur conflit ;
- permettre un meilleur encadrement de la classe ouvrière, plus démocratique et plus "à la base" ;
- permettre une main-mise directe de l'armée sur l'ensemble de la vie sociale.

Après plusieurs semaines d'expectative, cette solution de rechange a posé officiellement sa candidature en la personne du troisième homme du directoire, Otelo de Carvalho, chef du COPCON (la police militaire et politique) à égale distance du PC et du PS, bien vu des gauchistes et particulièrement des maoistes du "Parti Révolutionnaire du Prolétariat", à travers la publication, au nom du COPCON, d'un document se présentant comme "l'unique proposition viable et réaliste offerte au peuple portugais pour bâtir la société socialiste".

Critiquant aussi bien "le dirigisme et les tentatives de contrôle de l'appareil d'Etat par.. le PCP" que le document "Melo Antunes" d'inspiration socialiste de gauche et dirigé contre le PCP, dénonçant même les élections du 25 avril 1975 comme facteur de "confusion dans le peuple quant aux instruments qu'il pouvait utiliser pour contrôler l'appareil d'Etat et le pouvoir", ce document :

- insiste sur la nécessité de ne pas ralentir le rythme des nationalisations ;
- préconise "la mise sur pied d'une structure d'organisation des masses populaires par la constitution et la reconnaissance des conseils de villages, d'usines, et de quartiers qui sont les organes à travers lesquels les travailleurs peuvent prendre des décisions visant à résoudre leurs propres problèmes";
- se prononce pour un "pouvoir constitué par le MFA et par toutes les organisations politiques réellement révolutionnaires qui réclament et défendent le "pouvoir pour les travailleurs" ;
- oppose un "refus ferme et total au fascisme, à la social-démocratie et au capitalisme d'Etat, autant de formes d'exploitation qui nient la réelle émancipation des classes travailleuses".

Et voila les gauchistes dépouillés de leur programme par le général commandant la police politique en personne ! Quelle victoire qui ne manquera certainement pas d'être acclamée comme un "pas énorme" vers la révolution.

LA POSITION DES REVOLUTIONNAIRES

Au début de l'article nous posions trois questions :

- dans les affrontements PC-PS, au sein du MFA, dans le Nord du pays, quels sont les véritables camps en présence ?
- Le prolétariat doit-il choisir l'un d'entre eux ?
- Que signifie le choix des gauchistes ?

En réponse à la première question, nous avons fait apparaître que les affrontements

politiques actuels au Portugal opposent, d'une part les secteurs anachroniques du capital aux fractions favorables au capitalisme d'Etat et parmi ces dernières les tenants de méthodes différentes pour encadrer la classe ouvrière. Contrairement à ce que disent la gauche et les gauchistes, il ne s'agit donc pas d'un affrontement entre classes différentes mais entre fractions d'une même classe en vue d'assurer de la meilleure façon possible la survie du capital national.

A la deuxième question, nous répondons que le prolétariat ne doit choisir aucun des camps en présence, pas plus celui du capitalisme d'Etat, même sous "contrôle ouvrier" ou avec "autogestion" que celui du capitalisme classique. A la différence du siècle dernier, il n'existe pas aujourd'hui de fractions "progressistes" du capital qu'il faudrait soutenir contre les fractions "réactionnaires" : démocratie contre fascisme par exemple, ou capitalisme d'Etat contre capitalisme privé. Au siècle dernier, quand le système capitaliste avait devant lui des possibilités d'expansion et que par suite la révolution prolétarienne n'était pas à l'ordre du jour, il était de l'intérêt du prolétariat d'appuyer la lutte des fractions les plus dynamiques du capital (capital industriel et libre-échangiste) contre les fractions qui s'opposaient à son plein développement indispensable à la révolution prolétarienne (capital lié à la terre, protectionniste). Depuis que le système est entré en décadence et que la révolution est historiquement à l'ordre du jour, il n'existe plus de fractions "progressistes" du capital car il n'y a plus de progrès à faire. Le seul progrès pour l'humanité consiste en la destruction du capitalisme et toutes les formes de celui-ci sont aussi réactionnaires les unes que les autres. Et celles qui se présentent comme les plus "progressistes" ou "socialistes" ne sont en fait que les mieux armées pour affronter le prolétariat. Soutenir l'une d'entre elles signifie pour ce dernier la défaite assurée.

A la lumière de ce fait, la réponse à la troisième question vient d'elle-même. Les gauchistes ne représentent en aucune façon des courants défendant, même de façon déformée, des intérêts prolétariens. Les évènements du Portugal le montrent, que ce soit sous la forme de rabatteurs pour les partis de gauche ou comme solution de rechange quand ces partis ont fait leur temps, ils sont toujours de fidèles valets du capital et les organes qu'ils impulsent, syndicats "rénovés" ou "comités révolutionnaires" se révèlent être les organes les plus efficaces d'encadrement étatique du prolétariat (1).

Dans une tribune libre du Monde (2 août 1975), Alain Krivine écrit :

"La bataille décisive que mènent les trotskystes de la L.C.I., avec d'autres forces révolutionnaires comme le M.E.S., consiste à tout faire pour unir les travailleurs, notamment communistes et socialistes, à travers les comités -embryons de nouveau pouvoir ouvrier- à les défendre, les coordonner, les armer, les centraliser dans le cadre d'une assemblée nationale de leurs délégués d'où sortirait un véritable gouvernement des travailleurs. C'est dans ces structures que les partis politiques ont toute leur place et que la bataille pour la démocratie doit être menée vigoureusement sur ce terrain dépourvu d'ambiguités...
Dans un tel affrontement, il faut savoir choisir son camp. Nous avons, quant à nous, choisi le notre".

Effectivement, M.Krivine et les siens ont choisi "vigoureusement" et "sans ambiguité" leur camp : celui du capital.

Les révolutionnaires, eux, ont choisi le leur. Au prolétariat du Portugal sur qui repose encore la charge d'être aux avant-postes du combat contre le capital, comme au prolétariat du monde entier, et face aux différentes manoeuvres de division, d'alliance "anti-fasciste" ou d'encadrement de ses luttes dans des organes rénovés du capital, les révolutionnaires réitèrent l'appel qu'ils avaient lancé en juin 1974 :

- LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE, reprise et développement des luttes dans tous les pays.

- DENONCIATION INTRANSIGEANTE DE TOUTES LES MANOEUVRES DU CAPITAL et de ses laquais de gauche et gauchistes tendant à enchaîner les ouvriers à leurs bourgeoisies respectives.

C.G.

REUNIONS OUVERTES

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Marseille, Paris, Toulouse, Rouen.

La prochaine réunion ouverte de la section de Paris se tiendra le samedi 27 septembre sur le thème : "Situation internationale et perspectives de la lutte de classe", à 17 h. au 27, avenue de Choisy (salle jaune, premier étage), Paris 13ème.

(1) L'incapacité d'"Union Ouvrière" à rompre complètement avec le gauchisme d'où elle vient, a conduit ce groupe à commettre l'une des plus belles bourdes de sa courte existence. Publiant dans son numéro 8 une "adresse aux conseils ouvriers révolutionnaires portugais" dans laquelle on trouve un certain nombre de critiques amicales et non une dénonciation claire de ces organes d'encadrement du prolétariat, "Union Ouvrière" s'est vue obligée de rajouter au stylo-feutre des guillemets à "conseils ouvriers révolutionnaires", sans doute en commençant à constater ce qui pour les révolutionnaires était depuis le début une évidence : la nature bourgeoise de ces organes. (Cf. RI n°16, page 8).

HELSINKI

LES VAUTOURS DE LA PAIX

"Souviens-toi de la guerre impérialiste ! Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entregorger ! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement. Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible mais inévitable."
Deuxième Congrès de l'I. C (1920)

En cette période de débâcle économique les roucouleries sur la paix des différents chefs d'Etat à Helsinki contrastent étonamment avec leur langage quotidien d'austérité et avec la réalité historique. Roucouleries qui, notons-le, se sont déroulées dans un climat général d'indifférence.

Tous les commentateurs tant soit peu sérieux se sont accordés sur le caractère de "Farce", de "Carnaval" d'une telle conférence. La crise, qui secoue le monde capitaliste, secoue aussi les esprits et ravive les mémoires. On se souvient qu'en l'espace de tout juste soixante années, l'humanité s'est vue plongée dans deux guerres mondiales ; si la première put être stoppée par la vague révolutionnaire des années 17, la seconde se préparait déjà dans son écrasement. Malgré les terribles destructions qu'elle engendra, d'où, à bout de souffle, le capital tira une bouffée d'oxygène, celui-ci n'a plus pu se passer de la guerre qui dès lors n'a pas cessé de rouler l'humanité dans la boue et le sang, le conflit généralisé laissant place aux conflits localisés. Il est important de rappeler ici que ces divers conflits localisés reçurent, au nom de la mythologie des "luttes de libération nationale", l'appui et le soutien de toutes les fractions du capital, de la gauche, bien entendu, aux plus extrémistes : les lamentables groupuscules gauchistes qui trouvèrent là la matière d'une de leurs principales activités, politique ne faisant que donner suite à la participation de tous dans la guerre mondiale.

Que signifie cette accumulation de mots, de phrases, de résolutions sur la "paix", le désarmement ? "D'engagements moraux" (Kissinger) contre l'engagement armé ? Que signifient tous ces bavardages à nous faire siffler les oreilles ? Quand la production et la vente d'armes constituent une des principales activités économiques ? Quand on en arrive à cette loi absurde d'une économie dégénérée qui fait que plus une nation est économiquement faible, plus son budget militaire est grand. Quand le capital ne trouve plus que dans les destructions, les massacres, les conditions impérieuses auxquelles il doit sa survie.

Que signifie le mot "Paix", quand la colombe bourgeoise de la paix n'est qu'un immonde charognard ? Quand c'est justement dans ces périodes de pseudo-paix que se prépare la guerre ? Cette "paix démocratique", "anti-fasciste", toujours nationale au nom de laquelle on envoie les prolétaires se faire massacrer.

Le congrès d'Helsinki n'est pas le congrès de Yalta; cela pour deux raisons : il ne s'inscrit pas dans la même situation historique ; il n'en a pas la dimension pratique. Au congrès de Yalta, sur les charniers encore fumants de l'holocauste planétaire, les puissances mondiales se partagèrent le monde suivant le rapport de force issu de six années de guerre et devant les perspectives qui s'offraient au capital, limitées certes, il ne pouvait être question de révolution prolétarienne : ce que la classe ouvrière avait déjà payé de son sang, elle devait le repayer de sa sueur.

Au congrès de Yalta la France ne fut pas même invitée au banquet impérialiste. A Helsinki, ont participé, non seulement la Principauté de Monaco, mais aussi le Vatican ; cela donne la mesure du sérieux d'une telle conférence.

Mais alors, pourquoi tout ce battage, tout ce spectacle ? Dès 67, avec la fin de la période de reconstruction, les difficultés monétaires auxquelles le capital doit faire face annoncent que, de nouveau, le capitalisme entre dans une période de crise. Aujourd'hui, huit ans après, la crise apparaît réellement pour ce qu'elle était déjà essentiellement : une crise des rapports de production capitalistes, une crise de surproduction. Les causes de la crise conditionnent ses solutions. Pour le capital mondial, divisé en fractions nationales antagoniques, la seule "solution" envisageable ne peut être que la destruction massive des forces productives que le rapport de production salarial décadent ne peut plus contenir. A cette éventualité, la bourgeoisie ne peut s'y résoudre aussi facilement : une troisième guerre mondiale peut signifier cette fois-ci sa propre disparition avec celle de l'humanité tout entière. Mais elle n'est elle-même que la main exécutante d'une puissance sociale inhumaine et aveugle : l'économie. Face à ce processus, la bourgeoisie reste donc impuissante à dominer réellement quoi que ce soit, la situation économique lui dictant sa politique tant nationale qu'internationale. Ce qu'elle ne peut faire dans la réalité, avoir un véritable pouvoir sur le cours

des choses, la bourgeoisie nous l'a donné en représentation à Helsinki.

Si au niveau national, l'immense appareil d'Etat qui s'est instauré au cours de ces décennies de décadence permet à la bourgeoisie de canaliser grossièrement les effets de la crise, au niveau international, la création d'institutions comme la SDN, l'ONU, etc., ainsi que toute l'intense activité diplomatique qui se développe dans les périodes de crise ne font que refléter son impuissance à contrôler les antagonismes nationaux.

En fait, ces divers antagonismes nationaux s'articulent autour de l'antagonisme principal des deux grandes puissances économiques, l'URSS et les USA. Et si justement la période de reconstruction permettait une certaine "indépendance" des économies moyennes, la crise pousse, elle, au renforcement des blocs.

L'intense activité diplomatique qui a eu lieu en marge de la conférence et que celle-ci n'a finalement servi qu'à masquer, ne fait qu'exprimer cette situation, chaque nation négociant les conditions de son appartenance à tel ou tel bloc ; l'URSS et les USA discutant de leurs zones d'influence ainsi que de la planification de la production et de la vente des armements.

Si la bourgeoisie a ressenti le besoin d'organiser un si grand spectacle, pour masquer les véritables enjeux, c'est que la situation est fondamentalement différente de celle qui présida à la veille de la seconde guerre mondiale. Avec la seconde guerre mondiale et la reconstruction, le prolétariat a subi la contre-revolution jusqu'au bout. Mais la réapparition de la crise amena celle du prolétariat qui, cette fois, refuse les sacrifices, qu'immanquablement la bourgeoisie voudrait lui imposer, et à plus forte raison une troisième guerre mondiale.

Si les conflits localisés se rapprochent de plus en plus des centres du capitalisme, le capital rencontre de plus en plus de difficultés à imposer les nécessités barbares de son existence au prolétariat ; la réaction des ouvriers égyptiens en est un des signes les plus marquants. (cf. Luttes de classe au Moyen-Orient, RI n°13).

De la même manière que la seule opposition à la guerre ne fut et ne sera que l'opposition révolutionnaire du prolétariat, l'entente entre gouvernements capitalistes ne peut être envisageable, concevable, que dans leurs luttes contre celui-ci. Dans la vague révolutionnaire des années 1917, quand la fraction russe du prolétariat international s'empara du pouvoir politique, alors seulement les bourgeoisies oublièrent pour un temps leurs rivalités et se constituèrent en un seul bloc contre le prolétariat ; telle fut la signification du traité de Versailles, de l'Entente.

> "Vu les contradictions irréconciables qui se sont fait jour au sein même de l'Entente, la Société des Nations, même si elle se réalisait sur le papier, ne jouerait cependant que le rôle d'une Sainte-Alliance des capitalistes pour la répression de la Révolution Ouvrière."
> (1° Congrès de l'I.C., Moscou 1919)

L'histoire a déposé dans les mains de la classe ouvrière le sort de l'humanité et la seule garantie dont on dispose pour affirmer que la troisième guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour se trouve dans l'existence du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui la bourgeoisie a peur et comme on dit "une goutte de peur vaut un océan de férocité" ; dans la lutte contre le prolétariat, elle dispose de toute une série de mystifications qui, dans leur essence, se ramènent à une mystification nationaliste. Pour le prolétariat, il s'agit de toujours considérer son combat au niveau international ; c'est seulement à ce niveau qu'il pourra réellement tout transformer de fond en comble et, c'est seulement à ce niveau qu'il disposera du rapport de forces nécessaire pour le faire, pour détruire le capitalisme, les rapports marchands, causes de toute la misère, de la barbarie de la société actuelle.

M.Prenat

FRANCE

INQUIETUDES DU CAPITAL

Cet été n'a pas failli à la tradition de la période de vacances que connaît chaque année la France : les prix ont augmenté -le pain notamment-, les entreprises ont massivement fermé au mois d'août et, certaines en ont profité pour annoncer des licenciements pour la rentrée. Le phénomène a pris cette année une ampleur démesurée et les hausses de prix vont crever le plafond à la rentrée. Deux faits sont à remarquer : d'une part le niveau des grèves n'a pas connu de reflux significatif et, il est le plus haut enregistré en cette période depuis la guerre. Dans beaucoup d'usines occupées, les ouvriers en lutte pour leur emploi sont restés mobilisés. D'autre part, la perspective pour une relance étant renvoyée sine die, les partis politiques ont été contraints de rester à pied d'oeuvre au point que L'Express se pose la question : "Gouvernement, c'est déjà la rentrée ?" (1).

Effectivement, en quelques semaines, au gouvernement, le ton a changé. Aux propos rassurants de la fin juin a succédé "la panique" comme l'a dit un des leaders de la"majorité". La bourgeoisie s'inquiète des perspectives de plus en plus sombres que tracent ses spécialistes de l'économie et de la conjoncture. A l'O.C.D.E., après maints calculs, qui se sont avérés depuis plusieurs mois beaucoup trop optimistes, la modestie remplace l'assurance :

> "Les prévisions actuelles pour la demande intérieure -et les hypothèses relatives aux échanges extérieurs- impliquent que le Produit Intérieur Brut réel, après avoir stagné durant la première moitié de 1975, pourrait s'accroître à un taux modéré inférieur à 2 % durant les douze prochains mois. Ce taux de croissance est insuffisant pour éviter une nouvelle détérioration de l'emploi".

On corrige d'ailleurs -en note- que cet accroissement correspond en fait à seulement 0,5 % de croissance (2). Pour L'Expansion, le ton est moins feutré et la prévision encore plus pessimiste :

> "L'expansion serait de -2 %.(...) Le chômage ne va donc pas cesser de monter jusqu'à la fin de l'année, et très probablement au-delà: la reprise ne le résorbera pas." (3)

Aucun des spécialistes ne se risque d'ailleurs à prédire la reprise et, s'ils reconnaissent des signes de la crise, aucun n'en voit la nature profonde de crise historique du capitalisme en déclin : une crise de surproduction.

On a pu voir cet été en France une illustration en miniature de l'impasse totale du système actuel à l'occasion des problèmes des viticulteurs -le vin français étranglé par le vin italien, et vice-versa. Si un producteur arrive à écouler sa marchandise, ce ne peut être qu'aux dépends d'un autre et, si l'autre, à son tour, peut écouler sa production, c'est le premier qui en fait les frais... Et aucun règlement ne peut rien y changer. Dans la logique du capitalisme, la seule "solution" à la surproduction généralisée est la destruction massive des marchandises et des moyens de production. Ainsi, dans la viticulture comme dans l'ensemble de l'agriculture, un des "remèdes" pour éviter la faillite totale est que l'Etat subventionne les agriculteurs pour détruire une partie de leur production (primes à l'arrachage, primes d'abattage du bétail, etc.)! Cette destruction systématique des "invendus" s'accompagne d'une hausse continue des prix des produits vendus sur le marché.(4)

La classe ouvrière, au premier rang des assauts que livre le capital en crise, a déjà commencé à réagir contre les effets de l'exploitation. Pour que ces réactions contre une hausse des prix et un accroissement du chômage vertigineux ne dépassent pas trop certaines limites, la bourgeoisie doit mettre en place toute une série de barrières sociales et idéologiques.

Rien ne va plus pour les patrons qui tirent la sonnette d'alarme :

> "Le gouvernement doit montrer qu'il est déterminé à intervenir pour que la situation cesse de se détériorer". (5)

Or, le gouvernement n'a pas l'air empressé d'"intervenir". Avec la nécessité de plus en plus grande pour le capital en crise d'une intervention de l'Etat, l'incapacité de la fraction de "droite" de l'appareil politique de la bourgeoisie apparaît de plus en plus nettement. Dans ce marasme, qui a vu les faillites augmenter de 24 % en six mois, les technocrates habiles de la bourgeoisie doivent laisser la place de plus en plus à des hommes capables de faire accepter aux ouvriers les conséquences inéluctables de cette agonie, les sacrifices nécessaires pour mettre en oeuvre les "programmes d'ausétérité". Après avoir chanté que tout allait bien, Giscard et ses acolytes tergiversent et sont obligés de reconnaître que tout va mal. La bourgeoisie a besoin de se regrouper autour d'un seul interêt : défendre l'économie nationale dans la concurrence internationale. Pour cela, c'est l'Etat seul qui peut concentrer au maximum entre ses mains les forces de la classe dominante : les forces d'encadrement d'une société en décomposition. La bourgeoisie le réclame clairement : dans L'Expansion, tout un article s'intitule : "Les entreprises appellent l'Etat au secours". Ce n'est pas tant à cause de cette nécessité de renforcer l'Etat que la fraction de "droite" est inadéquate en cette période : cela, elle peut parfaitement l'assumer. Mais c'est son manque de crédibilité

---

(1) L'Express, 10 août 1975.
(2) Perspectives économiques de l'O.C.D.E., juillet 1975.
(3) L'Expansion, juillet-août 1975.
(4) On peut se poser une question face à une telle situation : comment, dans le courant révolutionnaire, peut-on ignorer ou nier qu'il existe un problème des marchés capitalistes et prétendre que toute la crise s'explique uniquement par la baisse du taux de profit ?
(5) L. Peillon, président de l'Assemblée Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie.

vis-à-vis de ce qui inquiète profondément la bourgeoisie, ce spectre qui la hante, la lutte de classe. Ce sont les réactions ouvrières et les moyens d'y faire face qui préoccupent les capitalistes :

"Le chômage commence toujours par affaiblir la combativité ouvrière. (...) Mais, s'il dure, cette loi peut se renverser". (3)

En d'autres termes, il faut trouver un moyen pour faire accepter aux ouvriers le chômage. Là encore, c'est l'Etat et ses organes d'encadrement qu'on appelle au secours ; dans cet exemple, contre les fractions les moins éclairées du gouvernement :

"Ceux qui se réjouissent des échecs actuels des syndicats devraient aussi savoir que, dans un tel contexte "radicalisé", ces échecs risquent de se payer un jour ou l'autre". (3)

Pour faire face à ce besoin de la bourgeoisie aux abois -un encadrement efficace et crédible- c'est la candidature de "gauche" à la prise en mains de l'Etat, qui seule peut effectivement apporter la fiction nécessaire d'un pouvoir "au nom des travailleurs". La surenchère dans les propositions -nationalisations, politique "sociale", "liberté syndicale", "démocratie dans l'entreprise", etc.- tente de répondre à un besoin du capital contre la classe ouvrière.

Pour pouvoir préserver ou tenter de préserver l'unité nationale derrière l'intérêt national, il faut que l'Etat apparaisse comme l'intérêt de tous et, en premier lieu, de la classe ouvrière. Face aux luttes qui augmentent, seule la"gauche" peut tenter de canaliser le mécontentement au sein de l'ordre bourgeois -et elle l'a fait dans toutes les luttes tout au long de l'année- en faisant miroiter une amélioration future par la gauche au pouvoir. Mais, ce que la classe ouvrière apprendra bien vite, comme elle le sait déjà, là où les Wilson et les Schmidt sont au pouvoir, c'est que sa situation ne s'améliorera pas. Et, tout comme elle le fait en Grande-Bretagne, la "gauche" devra justifier l'austérité comme l'héritage d'une pôlitique antérieure à son arrivée aux commandes de l'Etat. En bref, une fois au pouvoir, il faudra bien avouer que "tout va mal".

Socialistes et communistes prennent d'ailleurs les devants et prévoient déjà les difficultés. Le conseiller économique de Mitterrand, Attali, déclare :

"Je ne concluerai pas pour autant que la mise en oeuvre d'une politique socialiste soit facile."(6)

Quant à Marchais, il ne parle plus du tout depuis quelques temps de l'objectif de 8 % de croissance qu'il préconisait auparavant. Et pour cause, l'exploitation s'accroîtra encore plus férocement, seul son masque changera, et ce masque, il faut le préparer. Toutes les déclarations de l'"opposition" au gouvernement sont pleines du "retard" que met ce dernier à prendre des mesures,à résoudre les problèmes. Rocard dit que dans six mois, il sera trop tard. Chaque fois qu'une grève est défaite, l'Humanité sort son refrain : le gouvernement a trop tardé à négocier. Mitterrand lui fait écho et insiste sur les "erreurs commises et avouées par le gouvernement". La situation de crise qui se prolongera inévitablement pourra alors être présentée comme le fait des"erreurs" du précédent gouvernement qui a trop "tardé" à prendre des mesures, à passer le pouvoir à la gauche. L'"opposition" qui n'est qu'une façade nécessaire au capital pour tromper les ouvriers et canaliser leurs luttes dans des voies de garage, devra alors leur expliquer qu'elle n'y est pour rien dans l'erreur d'aiguillage...

La combativité de la classe restant intacte tant qu'elle ne subit pas de défaite sanglante, il faut éviter qu'elle ne mette en danger l'économie nationale par des gestes "inconsidérés". Il faut faire croire que seule l'activité éclairée du gouvernement peut aboutir, que toute action "irresponsable" ouvre la voie à la "réaction", au "fascisme". Pour encadrer les ouvriers en leur propre nom, il faut trouver le bouc émissaire, l'épouvantail qui doit rendre crédibles les appels à l'"unité et au rassemblement de toutes les forces démocratiques de la nation", c'est-à-dire derrière les intérêts capitalistes contre les grèves qui les mettent en péril. Dernièrement, c'est avec soulagement que la gauche, PC en tête, a accueilli les remous au Portugal, qui lui ont permis de lancer son cri de ralliement au capital : l'antifascisme. Ces tentatives de la bourgeoisie de noyer les intérêts du prolétariat dans les intérêts de tous ont pour but de désarmer matériellement et idéologiquement la classe ouvrière. Il faut à la bourgeoisie un thème d'unification pour détourner les ouvriers de leurs véritables ennemis, contre un ennemi qui n'est pas le leur.

"Arrêtez le bras des massacreurs" nous dit le PC, dans son appel à l'unité contre le "fascisme". Or, qui sont les véritables massacreurs ? Ceux qui lancent ce cri de guerre contre la classe ouvrière, ont dit par la bouche d'un de leur représentant :

"Un bon dirigeant doit avoir de l'expérience, mais pas trop de souvenirs." (B.Frachon à G.Séguy devenu secrétaire général de la CGT).

La classe ouvrière, elle, se souviendra de cinquante ans de contre-révolution où tous les briseurs de grève aujourd'hui à l'oeuvre dans tous les pays où le prolétariat commence à émerger, ont écrasé dans le sang des milliers d'ouvriers en lutte contre le capital : Allemagne 1919, Chine 1927, Espagne 1937, Hongrie 1956, Pologne 1970.

M. G.

---

(6) Le Nouvel Observateur, Numéro Spécial sur la crise économique.

CANADA

Au Quebec, la Sainte Alliance du gauchisme et du goupillon

Poursuivant son carrousel vertigineux, la diplomatie internationale délègue à travers un monde en convulsions ses laquais afin de resserrer les blocs impérialistes.Dans la perspective d'une étroite soumission de la France à l'hégémonie américaine, M. Poniatowsky s'est rendu au Québec. Si, il y a sept ans, de Gaulle avait fait le pélerinage canadien pour proclamer, à la face des Américains, "le Québec aux Québecois", cette fois la France qui va vers sa réintégration dans l'organisation militaire de l'OTAN, n'est plus aussi provocante. Son cri est la plainte du malade qui vient faire acte d'atlantisme, mettant au service de l'Alliance atlantique son arme atomique.

Le dépit de notre ministre de l'Intérieur en réponse au discours de bienvenue est fondé: le Canada pour lequel avait été tracées demirobolantes perspectives il y a quelques années n'a pas été un marché pour la France et viceversa (1).

Octobre 72 : le Secrétariat d'Etat canadien aux Affaires extérieures formule la théorie de la "tierce option", doctrine de la diversification progressive des relations internationales du Canada. Les augures étaient alors optimistes sur le renouveau du commerce franco-canadien. Pour les quinze prochaines années, la Commission économique franco-canadienne nourrissait l'espoir que le traité permettrait l'ouverture d'immenses débouchés et des champs d'investissements de capitaux au Québec. De nombreuses sociétés mixtes ou d'Etat (2) partaient à la conquête des arpents de neige, alors que le commerce mondial avait largement commencé sa courbe à la baisse.

Par ailleurs, grandie à l'ombre du géant américain, l'économie canadienne n'a pu jouer ses propres atouts dans la bataille économique et s'est vu interdire de rejoindre les rangs de l'OPEP et du CIPEC (Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre). Premier fournisseur et premier client du Canada, les Etats-Unis continuent à contrôler la moitié de la capacité de la production canadienne et, grâce à un dollar fort, se rendent au fil des ans acquéreurs de nouvelles usines canadiennes. Dès les premiers signes de la récession mondiale, le capitalisme américain put reporter ses difficultés sur son voisin.

LES GAUCHISTES LIQUIDENT LA LUTTE DE CLASSE

Outre cet état de fait, une importante frange d'intellectuels déclare son opposition à la puissance tutélaire yankee. Evincés des secteurs traditionnels de son activité, la petite-bourgeoisie pense qu'en attisant les brandons nationalistes, elle survivra à la crise. Avec à sa tête divers aventuriers politiques, la cause d'un Québec libre trouva le concours d'une des forces sociales les plus conservatrices : le clergé. Par l'hostie et l'alcool, par son quasi-monopole sur l'Ecole, la très sainte Eglise romaine maintient son ascendant idéologique sur les travailleurs de confession catholique majoritaires au Québec. Les travailleurs soumis à cette influence, elle sauve sa puissance économique qui s'exerce dans plusieurs branches d'activité économique, artisanale, commerciale.

Dans son mouvement indépendantiste, l'aile marchante de la bourgeoisie entraîne à ses basques la "nouvelle gauche québécoise" élevée aux mamelles du tiers-mondisme marcusien. Pour réclamer la modification des formes de l'accumulation qui ont creusé l'écart entre l'Ontario et le Québec, celui-ci ayant l'industrie des moyens de production, celui-là les industries primaires et biens de consommation, les gauchistes feront bloc idéologiquement.

A droite, avec les associations confessionnelles du chanoine Groulx, on conçoit un Québec plus ou moins indépendant sur l'échiquier mondial, un Québec construit sur le modèle corporatiste. La droite attend son libérateur, un Bolivar ou un Salazar, pavoisant sa devise d'action sociale "Dieu-Famille-Patrie" (3). De toutes les expressions nationalistes, celle de l'ex-ministre libéral Levesque est la plus élaborée. En bref, il préconise un Québec souverain par la voie constitutionnelle légale; il s'attaque au fédéralisme qui a voué le Québec à un état de stagnation économique. Passé à l'opposition comme indépendant, Levesque veut faire du neuf avec le

(1) Semblent avoir échappé au capitalisme français les marchés suivants :
-équipement militaire, programme d'électrification du réseau ferroviaire canadien, construction de l'usine d'uranium enrichi de la Baie James.

(2) Rien qu'au Québec ont été constitués la SOQUEM (Mines), la SIDBEL (Sidérurgie), la REYFOR (Forêts), le SOQUIP (prospections pétrolières).
(3) Thèse défendue dans la revue "La Laurentie" fondée en 1957 par Ray Barbeau.

capitalisme d'Etat national québécois, composante d'une union douanière avec Ottawa. Pareille communauté comporterait l'élimination, entre chacun des Etats membres des droits de douane sur les marchandises qu'ils s'échangent, l'établissement d'un tarif douanier commun envers les pays tiers, et la libre circulation des... travailleurs. Ce n'est pas par hasard si le prototype de communauté envisagé est justement l'union Suède-Norvège, ex-mauvais conjoints devenus "libres partenaires".

Les gauchistes qui ne veulent pas perdre un seul pouce sur le terrain nationaliste face à leurs rivaux de droite s'emparent de la thèse de la "Nation prolétarienne". Tous les poncifs pour justifier les chances d'un Québec "socialiste" jaillissent sous leurs plumes. "Pourquoi l'indépendance du Québec serait-elle quelque chose d'anormal et de dangereux?" ; "De tous les droits reconnus à l'homme, en est-il de plus sacré que le droit à une patrie réelle, le droit de travailler dans sa langue?" ; "Un Etat économiquement libre, socialement juste, culturellement progressif, voilà ce que doit être notre Québec!"

La contestation du pouvoir central d'Ottawa, qui détient entre ses mains les nerfs vitaux de l'industrie, du commerce et de la finance, cimente tous ces éléments. Du moment que l'Ontario possède 68% des industries nationales contre 24% au Québec, que ce marché s'est entouré de protections tarifaires pour se protéger mieux que le Québec, si par contre le chômage au Québec dépasse la moyenne des statistiques provinciales, voilà de solides arguments pour attirer la classe ouvrière québécoise dans les rets de l'indépendantisme. De cette situation découle le besoin pressant ressenti par la bourgeoisie québécoise de pouvoir s'orienter "librement" sur le marché mondial.

Or le Canada va vers une centralisation accrue chaque fois moins acceptée par les tendances centrifuges québécoises; les décisions prises par Ottawa deviennent indiscutables. Or, avec la crise, les diverses fractions nationales du capital, loin de se compléter mutuellement, s'opposent et se ferment les unes aux autres; toutes choses qui passent par-dessus la tête des uns et des autres.

Le gauchisme a donc lié son nom, son sort à la conception réactionnaire de la disparition de la classe ouvrière. Sa raison : au Québec, il n'y a pas de bourgeoisie, du fait qu'elle est réduite à un rôle d'intermédiaire entre les USA et Ottawa. A la place des solides critères marxistes, il y a un foisonnement de catégories nouvelles : technocratie, bureaucratie, néo-impérialisme, bref tout le bataclan moderniste. Provenant du besoin d'étouffer dans l'oeuf le seul antagonisme de lutte entre le Capital et le Travail, l'utilisation de tous ces termes académiques aiguisait des armes dont le tranchant était dirigé contre le prolétariat.

Lorsque le 10 octobre 69 travailleurs québécois et italiens, la plupart venus de Sicile, s'affrontent à coups de bâton dans les quartiers ouvriers de Saint-Léonard, parce que le bill de réforme sur l'enseignement des langues les a plongés dans une indescriptible effervescence, la moisson de l'ivraie nationaliste jetée à tous vents est engrangée. Le racisme a constamment sévi dans les aires de peuplement jeune, au Canada comme en Rhodésie, et prend des formes exacerbées à l'époque de décadence. Au Canada, s'est créée une société fondée sur la discrimination raciale. Condamnés comme les autres arrivants de toutes origines à s'angliciser pour travailler, les Italiens subissent l'attaque en règle des ségrégationnistes francophones, défenseurs intolérants des "valeurs éternelles" du "foyer historique" québécois (4).

A l'instar de leurs camarades des campus français ou allemands, les étudiants québécois ont rejeté avec pompe le catastrophisme marxiste à un moment où la relative accalmie économique d'après-guerre semblait suggérer une évolution pacifique sans fin. La crise historique trancha brutalement en faveur de ce "schéma dogmatique", comme on dit, de l'auto-destruction du système capitaliste. Mais qu'importait : la phrase libertaire est porteuse de flambeau qui éclaire l'idéal d'une société "vraiment libre", "égalitaire", "fraternelle". Tout pouvait prendre corps et devenir possible : la fête permanente, la démocratie à la base, l'autogestion généralisée.

ACCENTUATION DES CONFLITS DE CLASSE

Pendant toute cette période, le Québec est le théâtre de la jactance tel ce morceau de bravoure lancé par quelques petits-bourgeois que la crise exaspère et fait enrager :

"Sommes-nous maîtres chez nous quand la Cour suprême, dont les juges sont tous nommés par Ottawa, est l'interprète ultime de notre droit français et le seul tribunal auquel nous puissions soumettre nos griefs contre le gouvernement fédéral." (Cité par R. Levesque)

Populistes, comme il sied à des éléments qui veulent ardemment la Justice éternelle, nos "Enragés" appuieront les "justes revendications" des policiers municipaux de Montréal en grève contre une administration locale qui passait à leurs yeux pour être fasciste en octobre 69. On a dit souvent que l'arbre se reconnaissait à ses fruits. Par frontisme, puisque la municipalité tant abhorrée était dirigée par le fasciste Drapeau, nos héros de la phrase appuyèrent les cognes dont le "sort malheureux" était un "scandale".

"La direction générale des forces de police traite ses employés (ainsi est désignée la flicaille) comme les entrepreneurs du 19e siècle et les généraux du Moyen Age." ("les salariés au pouvoir", document du FRAP, p. 100, 1970.)

---

(4) Dans la décennie qui va de 51 à 60, 254.000 Italiens ont immigré au Canada.

L'Italien qui a espéré laisser derrière lui le chômage et la tuberculose les retrouve sur le sol de la "Belle Province". Dans l'échelle sociale, ce chômeur sera à l'avant-dernier barreau; derrière lui, il y a l'Indien confiné dans les parcs fédéraux. Et toute la culture francophone joue à fond : le chômeur italien est devenu l'objet de la moquerie populaire, tant il est vrai que pour supporter sa croix l'ouvrier a besoin du spectacle d'une plus grande déchéance que la sienne.

Chaque pétard allumé par le FLQ entretenait dans l'opinion publique l'illusion que seul l'activisme séparatiste menaçait la marche de l'establishment canadien. Personne alors ne se risquait à soutenir que l'expansion allait connaître une fin prochaine.

Cependant les faits sont têtus. Lorsqu'en automne 70 la branche 'extrémiste', ALQ, assassine le ministre du Travail et de l'Immigration, P. Laporte, la crise date et le vaisseau économique canadien fait eau de tous bords. Au début de décembre 67, le ministre du Revenu avait déjà clairement annoncé des mesures d'austérité. La déflation des dépenses publiques comprimait le personnel des ministères, supprimait la progression des emplois nouveaux dans la fonction publique et reculait le reclassement des fonctionnaires. Dans les conditions de l'économie canadienne, la tâche principale de tout gouvernement à la tête de l'Etat est de faire accepter au prolétariat des sacrifices grandissants.

Tout d'abord, il y eut des licenciements massifs dans le secteur de l'électronique chez RCA, Marconi et Northern Electric; à United Aircraft, filiale canadienne du plus grand fabricant mondial de moteurs d'avion; à Canadair, dans le textile et la chaussure (Diva Shoes) en mars 70. Plusieurs fois, Trudeau qui avait déclaré sur les chaînes de télévision ou à la radio que l'inflation serait arrêtée "quel qu'en soit le coût en termes de chômage" passait aux actes.

Le bilan obtenu par la "révolution tranquille" met à nu les plaies du capitalisme aussi douloureusement que le scalpel du chirurgien : chômage qui se juxtapose à l'inflation, gangstérisme, prostitution et ivrognerie pour oublier l'oppression de la société capitaliste.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Au Canada frappé d'un taux d'inflation qui s'est porté vers les 12%, les grèves se multiplient, inséparables de la lutte de classe internationale. Il aura suffit de quatre jours de nouvelle agitation sur les chantiers olympiques pour mettre le gouvernement en difficulté à une semaine de la fête nationale canadienne (19 mai). Bien que celles-ci ne soient en rien "révolutionnaires", les entreprises se sont opposées durement aux grévistes, qui limitaient leur action à réclamer le réajustement du prix de leur force de travail.

Ces luttes marquent un pas en avant par rapport aux précédentes. Au lieu de rester isolées, elles se sont étendues telle une traînée de poudre, ce qui fit qu'elles devinrent dangereuses pour le capitalisme canadien. Par dessus les critères catégoriels qui enferment les travailleurs dans leurs ghettos, par dessus toutes ces solides frontières que l'Etat, les syndicats veulent infranchissables, les grèves ont entraîné l'ensemble de la classe ouvrière dans sa lutte.

Ce faisant, le tissu de mensonges, qui affirmait qu'au Québec la classe ouvrière ne peut pas intervenir comme facteur politique de première importance, a été déchiré.

De nombreux secteurs ont été touchés par le débordement, arrêt total de travail des 2000 ouvriers des chantiers navals Louzon à Québec; grève des travailleurs du textile à Trois-Rivières ; débrayages et manifestation de rue des 10.000 mineurs d'amiante de Theford Mines; grèves dans la fabrication du carton et des dockers de Montréal; de 4000 travailleurs à Joliette; un conflit qui en est à son dix-huitième mois à United Aircraft.

Malgré les efforts de la classe à se hisser plus haut dans l'affrontement avec l'Etat, ces grèves ne sont pas parvenues à s'unifier en un front ordonné de la classe. Rapidement, la bourgeoisie put faire accepter la négociation par secteur, ce qui lui permit de se défaire des grèves une à une.

L'Etat a doté le pays d'une charte des droits et des libertés individuels présentée hypocritement pour garantir la paix sociale. Quelques jours après la vague de grèves de printemps, sur proposition du ministre de la justice, J.Choquette, l'Assemblée Nationale autorisa le gouvernement à faire usage des tribunaux pour trancher les conflits sociaux. La bourgeoisie se dispose à faire une guerre implacable à la classe ouvrière, la lutte contre le "terrorisme" ayant préparé le terrain. Aujourd'hui, la bourgeoisie renforce d'anciennes dispositions répressives qui avaient fait merveille dans l'écrasement de la grande grève générale des mineurs d'amiante d'Abestos et de Thetford Mines en février 1949.

Par contre, le mot d'ordre de grève générale lancé par le F.T.Q. pour le 21 Mai fut seulement un simulacre de lutte, un moment de la tactique syndicale pour sortir le pays de la crise actuelle. En tant que tel, ce dernier mot d'ordre fut peu suivi, ce dont s'affligea la cohorte des gauchistes. Ceux-ci ergoteront sur une baisse de la combativité, la démoralisation consécutive à l'échec de tous les précédents conflits, ou bien prétexteront d'une rupture du front syndical pour expliquer le peu d'enthousiasme des travailleurs à suivre la consigne de grève générale du 21 mai. L'explication est ailleurs : on sent que le mécontentement contre les syndicats grandit et s'approfondit tant à cause de la collaboration de classe éhontée qu'à cause également de leurs moeurs d'hommes de main ; la proportion des non-syndiqués est devenue très forte, jusqu'à 70 % certaines années. La vague de ces dernières grèves, très modérées dans le fond, aura servi aux travailleurs à se rendre compte que les centrales étaient surtout décidées à passer un "compromis honorable", à appeler à la reprise dans l'ordre, avec le moins de dégâts possibles.

La société déterminée par les rapports de production capitaliste est un monde dans lequel nécessairement aux besoins de l'accumulation, les hommes d'affaire deviennent des responsables syndicaux et les dirigeants syndicaux des hommes d'affaire. Au Canada, nombreux sont les self-made-men qui eurent la misère comme compagne de

jeunesse ; cette origine "ouvrière" ne les a pas empêché de devenir de parfaits exploiteurs. Le fait qu'ils se soient élevés des bas-fonds aux diverses fonctions dans l'appareil d'Etat ne garantit, en aucun cas, qu'ils conservent malgré tout une nature "ouvrière déformée" par l'exercice du pouvoir. Ils sont des exploiteurs seulement différents des autres fractions capitalistes par leur manque de "blason" et leur brutalité d'arrivistes.

Les trois grandes centrales, la Fédération des Travailleurs du Québec, la Confédération des Syndicats Nationaux, la Centrale de l'Education du Québec ou la branche canadienne de l'A.F.L.-C.I.O., le "Canadian Congress" forment le dernier rempart de la réaction bourgeoise. Leur position consiste à prôner la participation ouvrière, à pratiquer une politique affairiste sans retenue.

Au Canada, les syndicats ont été transformés de façon définitive en institutions étatiques par la loi de 44 ; depuis ils assument leur rôle de chiens de garde en siégeant au Bureau des Relations du Travail. L'étatisation définitive des syndicats canadiens fut accomplie avec le but de les faire participer au programme hyper-nationaliste des différents cabinets de Duplessis. Dès les premiers signes de difficultés (1970), les centrales ouvrières sont intervenues pour pousser le gouvernement à restreindre et sélectionner, avec poigne, l'immigration.

Derrière des étiquettes variées, se trouve un dénominateur commun : le gangstérisme érigé en méthode d'action politique au service des différentes coteries parlementaires. On voit couramment les bandes armées syndicales, qui se jalousent les pots de vin payés par le gouvernement pour assurer la "paix sociale", s'affronter en véritables batailles rangées. La corruption fait partie des frais généraux et, le système syndical qui repose sur le rackett ne peut survivre sans l'appui de l'Etat. C'est ainsi que les liens triangulaires entre le gouvernement libéral de Bourassa, le patronat francophone et le F.T.Q. se sont renforcés dans un échange à double sens puisque l'appareil d'Etat puise au fur et à mesure de ses besoins dans l'appareil syndical. Là encore, l'intégration est une réalité palpable : les syndicalistes pénètrent et occupent, à tous les niveaux, les structures de l'appareil d'Etat jusqu'à s'y confondre.

Voici un échantillon du programme économique de la C.S.N. et du F.T.Q., laquelle a obtenu le monopole absolu de l'embauche dans le bâtiment en échange de sa capacité à empêcher pendant dix années consécutives les grèves sauvages :

> "Le gouvernement québécois devra exercer ses pouvoirs dans l'orientation de l'économie, la nationalisation des industries marginales, le développement de l'industrie secondaire, etc. Le gouvernement du Québec devra promouvoir une politique économique nettement favorable à sa population et plus exigeante à l'égard des intérêts capitalistes, car il ne suffit pas de paraître gouverner en faveur du peuple en ce domaine."
> (Cité par R.Levesque "Option Québec"p.33)

LES TROTSKYSTES A L'OEUVRE

La subtilité tactique des trotskystes québécois consiste à oeuvrer de l'intérieur au redressement des syndicats, par souci de travailler là où est la masse des travailleurs.

Cette année, le 1° Mai revêtait pour le Groupe Marxiste Révolutionnaire, organisation sympathisante de la IV° Internationale, un caractère "exceptionnel". Il fallait manifester sur le thème de victoire de la révolution anticoloniale au Viet-Nam. Avec 14 autres organisations de gauche, celui-ci appela à faire du 1° Mai une journée de solidarité internationale, concrétisée par une minute de silence saluant la mémoire des "héroïques martyrs" de la révolution viet-namienne. Une fois le sens du devoir accompli, les 10 000 radicaux qui s'étaient soulagé la conscience s'en allèrent noyer leur émotion dans des flots de bière et les flonflons de la foire "unitaire". L'autre organisation, elle aussi sympathisante de la IV° au Québec, la Ligue Socialiste Ouvrière, fit tout son possible pour réussir un 1° Mai "rouge". Dans leur ensemble, les trotskystes sont convaincus qu'il faut propager à travers tout le continent nord-américain les acquis de la révolution ... québécoise.

De fait, cette mascarade permit surtout d'enterrer en grande pompe les nombreuses grèves qui avaient éclaté au Québec en réponse à la politique de crise du capitalisme canadien. Trotskystes et autres gauchistes rivalisèrent à dévoyer la saine réaction de la classe sur la dénonciation de l'école capitaliste et, la libération du sexe.

Maintenant qu'il devient impossible de nier l'acuité de la crise, les gauchistes s'empressent de justifier les mesures du capitalisme d'Etat en faisant joujou avec le marxisme. Leurs publications de presse se donnent un mal de chien pour présenter les nationalisations sous contrôle ouvrier, l'ouverture des livres de comptes et le programme de grands travaux comme un immense pas en avant, une percée dans la puissance totalitaire du capitalisme.

Par sa lutte, le prolétariat au Québec a dit "non" à la pléiade d'intellectuels qui mettent les multiples facettes de leurs talents à dépeindre une soi-disant spécificité du Canada français, "non" aux sacrifices pour assainir la situation économique. De toutes ses forces, il aura à résister à ceux qui s'acharnent à l'entraîner dans le marais nationaliste, à saper, démolir et détruire de fond en comble la machine économique.

Notre vieille amie la taupe saura creuser sous les arpents de neige glacés pour apparaître dans la lumière du printemps prolétarien.

R.C.

A PROPOS D'UNE POLEMIQUE ENTRE LE "P.C.I." ET "UNION OUVRIERE"

LE PROLETARIAT ET SON AVANT-GARDE

Dans le numéro 5 de son mensuel "Union Ouvrière" a publié un texte (Repris par ailleurs sous forme de brochure) intitulé : "Quand le doigt montre la lune, l'idiot regarde le doigt. Remarques matérialistes sur les rapports des fractions communistes à la classe des prolétaires."

Dans le numéro 196 de son bimensuel "Le Prolétaire", le Parti communiste international (PCI), vestale pétrifiée de la "conception léniniste du parti", lui répond par un article critique intitulé : "Union Ouvrière et la question du parti. Le mouvement est tout!".

C'est une occasion de mettre en relief, à travers les thèses apparemment opposées que ces deux articles défendent, quelques-unes des pires aberrations qui peuvent entraver toute compréhension du problème de l'organisation des communistes.

Le Manifeste du Parti Communiste

L'article de "U.O." porte en exergue le célèbre passage qui commence le deuxième chapitre du "Manifeste" intitulé : "Prolétaires et communistes".

Dans les quelques lignes qui composent ce passage, au moment de définir ce que sont et ce que font les "communistes" dans leurs rapports avec l'ensemble des prolétaires, Marx et Engels insistent sur quatre questions fondamentales :

1. Le fait que les communistes ne constituent pas un corps extérieur à la classe, qui aurait des intérêts propres et voudrait - à l'instar des sectes utopistes qui avaient proliféré au début du 19° siècle - modeler le mouvement prolétarien suivant leurs principes. D'emblée les communistes sont définis comme fraction de la classe, partie intégrante de l'armée prolétarienne :

> "Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires? Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis prolétariens.
> Ils n'ont point d'intérêts qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat.
> Ils n'établissent pas des principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien.
> (...)
> Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution du prolétariat en classe , renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat."
> (...)

2. Qu'est-ce qui distingue cette fraction de la classe du reste des prolétaires? Leur volonté et leur capacité d'attaquer les problèmes de la lutte ouvrière, en se situant non pas du point de vue du prolétaire comme individu, ni de celui des prolétaires de telle ou telle entreprise ou de telle ou telle nation. Leur angle de vue est celui du PROLETARIAT MONDIAL.

Mais il n'y a pas que cela. Les communistes ne sont pas seulement ceux qui ont et mettent toujours en avant une vision GLOBALE des luttes ouvrières du point de vue GEOGRAPHIQUE. Ils sont aussi ceux qui défendent le point de vue HISTORIQUE de la classe, c'est-à-dire ils sont ceux qui comprennent et défendent l'idée que chaque lutte momentanée de la classe n'est pas un phénomène isolé, sans conséquence ni antécédents, mais doit être comprise et orientée comme suite de toutes les luttes passées de la classe et comme phase s'inscrivant dans la préparation des luttes futures qui aboutiront au but final.

Bref, les communistes sont ceux qui se situent par leur pensée et leur action du point de vue du prolétariat comme CLASSE MONDIALE ET HISTORIQUE.

> "Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points. D'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils repré-

sentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble."

3. Mais, concrètement, sur le plan de la pratique et de la théorie, comment doivent agir les communistes pour faire prévaloir ce point de vue global et historique du prolétariat? Marx et Engels écrivent :

> "Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien."

Contrairement à ce que certains "spontanéistes" prétendent, l'idée que les communistes doivent s'assumer et prendre leurs responsabilités comme AVANT-GARDE DE LA CLASSE est bien une des idées force des fondateurs du socialisme scientifique. Ils y voient la première condition de leur efficacité. Le but des minorités communistes est bien de faire que la conscience communiste devienne le fait de toute la classe, et que les initiatives dans les luttes soient de moins en moins le fait de minorités pour devenir l'œuvre consciente de l'ensemble de la classe organisée de façon unitaire. Mais, ce n'est pas pour autant qu'ils doivent, en attendant qu'il en soit ainsi, se croiser les bras et renoncer à assumer leurs fonctions de détachement avancé du prolétariat.

Ces tâches exigent, sur le plan pratique de la lutte : savoir constituer "la fraction la plus résolue" de la classe, savoir "entraîner" le reste des prolétaires, c'est-à-dire savoir catalyser dans le prolétariat sa volonté de combattre, en ennemi mortel, son oppresseur : le capital mondial.

Mais, pour qu'ils puissent agir ainsi, il faut encore qu'ils entreprennent sur le plan théorique, la tâche permanente de parvenir à une "intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien".

4. D'où tirent les communistes les idées qui leur permettent de parvenir à une "intelligence claire" des conditions, des buts et des moyens du mouvement prolétarien? Marx et Engels répondent : du mouvement historique réel lui-même.

> "Les thèses des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux."

Ces lignes ont été écrites il y a plus d'un siècle et certaines formulations s'en ressentent. Ainsi : "Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers." ... "Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers."... "Les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays."...

Et quelques pages avant l'extrait que nous avons cité, la célèbre formulation que tant de tendances politiques ont voulu interpréter à leur façon, à la lettre, y voyant "un résumé génial" soit de l'idée que "la classe n'existe comme force révolutionnaire que PAR son parti et DANS son parti" (les mystiques du parti), soit de l'idée inverse que "la classe n'a pas besoin de parti politique organisé de façon spécifique, car elle doit être elle-même, dans sa totalité, ce parti (mystique de l'anti-parti), savoir :

> "L'organisation des prolétaires en une classe et, par la suite, en un parti politique."

On retrouve encore cette formulation ambiguë dans les statuts de la Première Internationale : "Le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique..."

Les exégètes, ceux pour qui "les thèses des communistes reposent sur les principes inventés par un génial réformateur du monde", en l'occurrence Marx, s'escriment à trouver des sens cachés aux formules, devenues dans leurs bouches des mots magiques : "organisation des prolétaires en un parti", "constitution du prolétariat en parti", etc. Ils ont plus le souci de couvrir leurs élucubrations de l'autorité des maîtres que de comprendre le mouvement historique réel qui a donné naissance à Marx et Engels.

C'est en vain qu'on chercherait une conception précise et cohérente des FORMES d'organisation de la classe ouvrière dans ces formulations où le terme de "parti ouvrier" recouvre tantôt une organisation UNIQUE, tantôt toutes les organisations ouvrières se donnant des tâches politiques, tantôt une organisation qui regroupe les travailleurs comme tels, parfois même par branches professionnelles, tantôt une organisation qui ne se constitue que sur des critères politiques. Quant au parti des communistes, il apparaît tantôt comme un corps de conseillers des ouvriers organisés en partis politiques et militant dans toutes ces organisations, tantôt comme une organisation bien distincte des autres partis, avec ses propres statuts, etc... Marx et Engels, comme tous les révolutionnaires de leur époque, balbutiaient en cherchant à résoudre un problème qui ne pouvait l'être encore, pour la raison essentielle que la pratique organisationnelle de la classe ouvrière en était elle-même à ses premiers balbutiements.

Au moment où le "Manifeste" paraît, la Ligue des Communistes est convaincue que "le but immédiat" des communistes et de la classe ouvrière n'est autre que "le renversement de la domination bourgeoise" et "la conquête du pouvoir politique par le prolétariat".

En fait, l'ère de la révolution prolétarienne était encore loin. Contrairement à la sentence prononcée par le "Manifeste", les institutions bourgeoises n'étaient pas encore devenues "trop étroites pour contenir les

richesses qu'elle avait créées". Les crises qui secouaient l'Europe, faisant naître des luttes prolétariennes dans tous les pays industrialisés, n'étaient que les crises de croissance d'un système qui entrait pour plus d'un demi-siècle dans sa phase d'apogée historique.

Il fallut attendre la Deuxième Internationale pour que la conscience de cet état de fait passât réellement dans la pratique du mouvement ouvrier et que des formes d'organisation réellement adaptées aux nécessités et aux possibilités du mouvement puissent être enfin consciemment et systématiquement construites.

Jusqu'à cette date, les organisations ouvrières - y compris la Première internationale - avaient à se débattre en permanence entre des tâches aussi contradictoires que la préparation du renversement "immédiat" de la domination bourgeoise d'un côté, et, de l'autre, l'appui aux mouvements bourgeois en lutte contre les restes des forces féodales (Allemagne, par exemple).

Par ailleurs, à l'exception de l'Angleterre, où dès 1847 le mouvement ouvrier avait donné naissance à deux types d'organisations permanentes et distinctes, l'une ayant des tâches d'organisation de la lutte au niveau économique, les trade unions, l'autre d'organiser les luttes sur le plan politique, le mouvement chartiste; dans la plupart des pays les organisations ouvrières remplissaient les deux types de fonctions simultanément.

C'est seulement avec la Deuxième Internationale qu'il deviendra établi dans la pratique du mouvement :
- que le renversement définitif de la domination bourgeoise ne pouvait être encore un but immédiat, la tâche de l'heure ne pouvant être que la préparation à ce combat par la lutte pour des réformes (politiques et économiques), seule action capable à cette époque de :
1. Accélérer le développement du capitalisme (préparation des conditions matérielles du socialisme); 2. Permettre l'unification et l'éducation du prolétariat.
- que pour l'accomplissement de ces tâches le prolétariat devait se doter de deux formes d'organisation spécifiques : 1. Une organisation UNITAIRE (tout ouvrier peut en faire partie, du simple fait d'être ouvrier) et ECONOMIQUE (les syndicats); 2. Une organisation POLITIQUE (l'appartenance se fait sur la base de l'accord politique, indépendamment de l'origine sociale de l'adhérent, et PARLEMENTARISTE (le parti de masses).

Avec la fin de l'ère "ascendante" du capitalisme, définitivement achevée par l'explosion du premier conflit inter-impérialiste mondial, la lutte pour la conquête de réformes et le développement du capitalisme devient une lutte sans objet, une impossibilité réelle. Le "programme minimum" que le prolétariat avait appris à définir en permanence et à distinguer du "programme maximum" (la révolution sociale) se transformait ainsi en une pure utopie qui ne peut être défendue que comme duperie anti-prolétarienne. Les formes d'organisation, qui correspondaient à la nécessité de distinguer les deux types de programme, tout comme de séparer les luttes économiques des luttes politiques, devenaient de ce fait des formes d'organisation obsolètes, dépassées, inadaptées aux nouvelles conditions historiques de lutte.

Les mouvements révolutionnaires qui éclatent à la fin de la première guerre mondiale, surtout en Russie et en Allemagne, le confirment d'emblée en s'attaquant à la réalisation immédiate du "programme maximum" et en se donnant pour cela de nouvelles formes d'organisation adaptées à la nouvelle tâche historique, enfin à l'ordre du jour, la destruction définitive de la domination bourgeoise.

Les conseils ouvriers, surgis spontanément pour la première fois au cours des mouvements de 1905 en Russie, s'avéraient la forme d'organisation spécifique, systématiquement reprise par tous les travailleurs en lutte contre l'Etat capitaliste. Assemblées de délégués élus et responsables en permanence devant les assemblées unitaires d'usine et de quartiers ouvriers, les conseils constituent en fait la forme d'organisation permettant seule au prolétariat de mener sa lutte : 1) de façon unitaire, c'est-à-dire en unifiant en son sein l'ENSEMBLE de la classe; 2) de façon globale, c'est-à-dire en assumant simultanément le caractère économique et politique de la lutte, deux aspects qu'il est devenu désormais impossible de séparer, ne fût-ce que momentanément.

Quant à la forme d'organisation PARTI DE MASSES, son existence perd dans le capitalisme en déclin son fondement essentiel : la possibilité et la nécessité de la participation du prolétariat au parlement bourgeois en vue d'imposer des réformes à son profit. Avec l'entrée du capitalisme en décadence, le parlement perd définitivement son caractère de lieu où les différentes fractions de la bourgeoisie décident de la politique de leur appareil d'Etat : débarrassé de tout pouvoir réel au profit de l'exécutif étatique, il n'est plus qu'un lieu de pantomime où les clowns des différents partis bourgeois jouent, avec ennui et sans foi, la pièce du vieux parlement bourgeois, afin d'entretenir tant bien que mal l'illusion "démocratique" de l'Etat "lieu de rencontre des différentes volontés du peuple". Le prolétariat n'a plus rien à faire de ce cirque, sinon le détruire.

Le parti politique du prolétariat n'a plus de tâches spécifiques propres vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Vis-à-vis de l'Etat, le prolétariat ne peut plus avoir qu'une attitude : la lutte à mort. Or ce combat global et définitif ne peut être l'œuvre d'une fraction de la classe, aussi large soit-elle, mais de l'ENSEMBLE du prolétariat, c'est-à-dire des CONSEILS OUVRIERS.

Le parti politique du prolétariat ne peut plus être dès lors qu'une organisation minoritaire de ses éléments les plus avancés, les communistes, son avant-garde s'assumant comme telle et prenant ses responsabilités pratiques et théoriques vis-à-vis de la classe et EN SON SEIN... donc, tout particulièrement dans les assemblées et conseils ouvriers.

La pratique globale du mouvement mettait

ainsi en évidence le fait qu'au cours de la décadence capitaliste, ère de la révolution prolétarienne, la classe ouvrière tend à engendrer deux types bien déterminés d'organisation correspondant à des nécessités bien précises du mouvement :

1) L'organisation UNITAIRE à laquelle appartiennent tous les ouvriers du seul fait de faire partie de la classe (assemblées, conseils), forme qui répond au besoin pour le prolétariat d'agir comme un seul corps uni et capable de prendre en charge tous les aspects de sa lutte historique.

2) L'organisation POLITIQUE à laquelle appartiennent tous ceux qui -indépendamment de leurs origines sociales- parviennent à l'élever, par leur conscience et leur pratique, au point de vue global de la classe ouvrière en tant que classe MONDIALE et HISTORIQUE. Ses membres sont le produit du caractère inégal du processus de prise de conscience dans la classe. Son existence et son action comme organisation répondent à la nécessité de généralisation de la conscience et de la détermination communistes dans le prolétariat. Elle est l'instrument spécifique que secrète en permanence la classe pour l'accélération et l'accomplissement de ce processus multiforme.

Il serait aussi absurde de négliger l'importance historique de ces formes d'organisation parce qu'elles n'ont pas été définies par les fondateurs du socialisme scientifique que de reprocher à ces derniers de ne pas avoir eu la perspicacité de les prévoir. Ni Marx, ni Engels n'étaient des incarnations du dieu Histoire au sein du prolétariat. Ils étaient des militants communistes, certes exceptionnels, mais qui -comme ils l'écrivaient eux-mêmes- ne pouvaient exprimer dans leurs thèses que "les conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opérait sous leurs yeux".

Ce que Marx et Engels entendaient par "partis ouvriers" en 1848 recouvrait inévitablement un concept aussi flou que la réalité de la pratique organisationnelle de la classe elle-même. (1).

A part le cas des Chartistes en Angleterre, on trouve très rarement dans les textes politiques de Marx et Engels jusqu'aux années qui voient la fondation des premiers partis qui constitueront la Deuxième Internationale une désignation précise de ces "partis ouvriers". De façon générale, en 1848, ce mot ne pouvait désigner que les groupes ouvriers plus ou moins importants, plus ou moins éphémères, souvent secrets, qui se donnaient pour tâche d'une façon ou d'une autre de contribuer activement à la "révolution sociale". En ce sens, lorsque le "Manifeste" dit que les communistes sont la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, il ne définissait pas une méticuleuse stratégie d'entrisme au sein des autres groupes politiques, mais le souci de souligner que le Parti communiste ne pouvait être qu'une fraction de la classe en lutte, un élément interne aux forces du prolétariat. En parlant de la nécessité pour la classe de "se constituer en parti politique", Marx et Engels ne prétendaient pas tant donner une définition achevée des formes d'organisation de la classe que combattre, aussi bien en 1848 qu'au sein de la Première Internationale, le courant proudhonien-anarchiste qui refusait l'idée que les travailleurs ont des tâches politiques propres. (Le point des Statuts de la Première Internationale contenant ladite formulation fut une des raisons précises de la rupture entre marxistes et anarchistes).

Nous nous sommes attardés sur ces extraits du "Manifeste", non par goût de l'exégèse, mais parce qu'au-delà des faiblesses qui tiennent à l'époque de sa rédaction, on trouve résumés quelques-uns des traits fondamentaux qui, de façon générale, caractérisent les éléments les plus avancés du prolétariat et les rapports qui les lient à l'ensemble de la classe. Ces éléments restent valables aujourd'hui. Et ce seul fait marque toute l'importance du pas que représente le "Manifeste" dans l'histoire du mouvement ouvrier. Aujourd'hui comme hier, l'avant-garde du mouvement doit se concevoir :

1) comme une fraction partie intégrante de la classe ;

2) définie par sa capacité et sa volonté de s'intégrer dans les luttes ouvrières du point de vue du prolétariat en tant que classe mondiale et historique ;

3) assumant sur le plan de son activité pratique et théorique sa position d'avant-garde ;

4) guidée dans son action par les résultats généraux du mouvement historique lui-même.

Il fallait replacer, ne fût-ce que sommairement, le texte dans son contexte, non seulement pour mettre en relief sa portée historique, mais aussi pour le désacraliser, afin d'en dégager le contenu réel. En effet, qu'il s'agisse d'Union Ouvrière ou du PCI, ils semblent ne vénérer ces lignes que pour mieux se cacher leur incompréhension de l'esprit qui les anime.

Cette incompréhension ressort au cours de la polémique qui les oppose l'un à l'autre, au moment de traiter deux questions fondamentales :

1) nécessité et moyens, pour les communistes, d'assumer leur rôle d'avant-garde du mouvement ;

2) le mouvement historique réel des luttes prolétariennes, comme source des principes qui guident l'action et la pensée communistes.

oOo

---

(1) Les apôtres de l'"invariance du marxisme" nous accuseront ici de pédanterie "innovatrice" et de crime de lèse-majesté à l'égard des maîtres. Comment ne pas leur rappeler l'idée de Marx : "L'anatomie de l'homme est une clé pour l'anatomie du singe". La pratique du mouvement prolétarien dans le capitalisme décadent, lorsqu'enfin les conditions matérielles de la révolution socialiste sont pleinement épanouies, est une clé pour la compréhension des méandres et des hésitations de la pensée et de la pratique de ce même mouvement lorsque ces conditions en étaient encore à se développer.

S'assumer comme avant-garde

UO : L'IRRESPONSABILITE DE L'AVANT-GARDE

"Union Ouvrière" écrit à ce sujet, en reprenant certaines formules du "Manifeste" :

> "C'est l'inégalité même de ce développement de la conscience de classe qui impose socialement aux fractions communistes capables d'exprimer activement le mouvement de s'efforcer de socialiser dans leur classe ce que le mouvement a produit en elles de significatif historiquement. C'est un besoin du mouvement de la révolution communiste que les fractions révolutionnaires interviennent dans leur classe, qu'elles "mettent en avant et fassent valoir" dans ses mouvements partiels "les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat" et qu'elles "représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité."

Apparemment, sans entrer dans la question de savoir ce que peut vouloir dire "socialiser dans leur classe ce que le mouvement a produit en elles d'historiquement significatif", ou de deviner quel critère doivent utiliser les "fractions communistes" pour voir ce qui est "historiquement significatif" ou non "en elles", on pourrait déduire de ce morceau qu'UO est convaincue de l'importance de l'action des communistes au sein de leur classe, qu'elle qualifie justement de "besoin du mouvement de la révolution communiste".

Mais, lorsqu'il s'agit de répondre à la première question concrète pratique, que suppose une telle conviction, à savoir COMMENT S'ORGANISER pour le faire, UO répond :

> "Parce que nous avons appris quelque chose d'un demi-siècle de désastres, nous avons mieux à faire aujourd'hui qu'à disputer sans fin des FORMES des fractions communistes qui surgissent localement dans le mouvement général du prolétariat ; ce serait seulement "polémiquer" contre les mille et une expressions partielles du mouvement social. Nous préférons vouer notre intelligence et notre énergie à la critique de ce mouvement général lui-même, et à l'action en son sein..."

Et de prendre une phrase isolée de Marx, pour nous dire qu'après tout :

> "La révolution n'est pas une question d'organisation."

Si on comprend bien, ce que UO a appris d'un demi-siècle de contre-révolution triomphante, c'est à ne pas se poser les problèmes CONCRETS de l'intervention des révolutionnaires... parce qu'il y a eu trop de désastres...

Mais, alors pourquoi traitent-ils de façon si désinvolte d'"ânes savants" ceux qui refusent l'organisation des révolutionnaires, estimant qu'un tel organe ne peut être qu'un appareil de "racket" ? UO se veut d'accord avec le principe de l'existence d'une organisation de révolutionnaires, mais à condition de ne pas aborder la question concrète de sa forme. Ils veulent un ESPRIT mais sans les FORMES. Mais vouloir une âme sans corps, c'est en fait ne rien vouloir du tout; c'est du moins ne pas prendre au sérieux tout ce qu'on affirme par rapport à l'importance de l'intervention des révolutionnaires, "besoin de la classe". Car il n'y a pas d'intervention communiste dans la classe qui ne soit une action collective, et qu'une action collective sans problèmes d'organisation est un simple mot creux.

UO ne veut pas se poser le problème des "FORMES des fractions communistes qui surgissent localement dans le mouvement général du prolétariat", car "ce serait seulement polémiquer" contre les mille et une expressions partielles du mouvement social. "Nous préférons - continue UO - vouer notre intelligence et notre énergie à la critique de ce mouvement général lui-même, et à l'action en son sein."

Excusez notre penchant pour "la polémique", mais UO se paie de mots. Si aborder la question des formes d'organisation dans le mouvement révolutionnaire implique polémiquer "avec les mille et une expressions partielles du mouvement social", cela veut dire qu'à "mille et un" endroits du mouvement ouvrier la question de l'organisation des révolutionnaires - et, on l'a vu, dans l'histoire du mouvement ouvrier cette question englobe toujours la question de l'organisation EN GENERAL des luttes ouvrières - est un problème de première importance vis-à-vis duquel il est fondamental que toute organisation de révolutionnaires se prononce. Refuser de l'aborder, ce n'est pas se plonger dans le mouvement général, par dessus ses "petitesses", mais tout simplement se situer en dehors du mouvement lui-même. Lorsque UO vient nous affirmer après cela qu'ils "préfèrent vouer leur intelligence et leur énergie à la critique de ce mouvement général lui-même et à l'action en son sein", il est impossible de les prendre au sérieux.

Quant à l'idée d'aller chercher une phrase de Marx, isolée de son contexte polémique, pour affirmer que "la révolution n'est pas une question d'organisation", l'exemple était mal choisi. Marx, comme tous les révolutionnaires qui ont marqué l'histoire du mouvement ouvrier, savait que la révolution n'était pas UNIQUEMENT une question d'organisation. Mais, tout comme eux, il a dédié - et Marx peut-être plus que tout autre - une partie non négligeable de sa réflexion et de son action politique à de prosaïques questions d'organisation. Non seulement il fut organisateur éminent d'organisations aussi importantes que la Ligue des Communistes ou la Première Internationale, mais il prit

même la charge d'en rédiger, dans tous les détails (ô formalisme suprême!), les statuts organisationnels. Qui plus est, lorsqu'il s'attacha à dégager les glorieuses leçons de la Commune de Paris, ce formalisme ne poussa-t-il pas son incohérence jusqu'à proclamer qu'elle était "LA FORME (!) ENFIN TROUVEE" de la dictature du prolétariat!

Toute révolution, et surtout la révolution prolétarienne, est une question d'organisation et par son but et par ses moyens. Par son but, parce que le bouleversement d'une société n'est rien d'autre que le bouleversement des rapports sociaux existants, et que ces rapports sociaux ne sont que les façons dont les hommes s'organisent pour la production sociale de leur existence. Par ses moyens, parce que de tels bouleversements sont des œuvres collectives de certaines classes. Et, comme on l'a déjà souligné, il n'y a pas d'action collective sans organisation. Mais, ce qui était vrai pour les classes révolutionnaires du passé l'est cent fois plus pour le prolétariat, car, contrairement à ces premières qui étaient toutes des classes possédantes des richesses matérielles, le prolétariat ne possède rien. Sa seule arme matérielle est le nombre et celle-ci ne peut être effective que si le prolétariat apprend à s'en servir, c'est-à-dire s'il apprend CONSCIEMMENT à S'ORGANISER.

Cette théorisation par UO de l'irresponsabilité des communistes à l'égard du mouvement de l'ensemble de la classe n'est pas le fait d'unesimple phrase en passant. UO insiste lourdement :

> "Que telle ou telle fraction communiste se donne tels ou tels moyens organisationnels d'intervention, cela est historiquement secondaire. S'ils sont insuffisants ou inadaptés, l'intelligence révolutionnaire - qui est conscience de la nécessité (?) - y suppléera et se dotera d'outils adéquats à chacune de ses tâches, et à chaque moment. Il suffit que chacune sache s'élever au niveau requis de compréhension du mouvement réel - regarder la lune et pas le doigt - pour savoir la valeur RELATIVE (simple moment d'un mouvement de dépassement incessant) de ses dispositions particulières, et dès lors les mille fils des échanges, des collaborations et des initiatives coordonnées permettront que l'association communiste des prolétaires s'opère à un niveau plus élevé, quand la situation le requerra."

Et toujours cherchant à couvrir leur propos de l'autorité des maîtres, UO conclut en glissant dans leurs phrases quelques mots d'Engels :

> "Le mouvement de l'association communiste est en effet, lui aussi mouvement contraint par le développement des luttes de classe, et, à chaque moment, c'est en fonction de la nécessité du DEPASSEMENT de l'"indécision de la pensée et de l'isolement de l'action" (Engels, lettre à Sorge, 10 novembre 1894), qu'un nouveau pas en avant peut être fait."

En clair, on nous dit que les problèmes d'organisation n'ont pas d'importance puisque, même si on les résout au plus mal aujourd'hui, "l'intelligence révolutionnaire" - "conscience de la nécessité" - y suppléera demain; étant donné, dit UO, que "le mouvement de l'association communiste" est un mouvement "contraint par le développement des luttes de classe", il est inutile de se préoccuper de ce genre de problèmes maintenant. "Quand la situation le requerra", c'est-à-dire lorsque "l'indécision de la pensée" ou "l'isolement de l'action" risqueront de mener une lutte ouvrière au massacre, alors que le problème se résoudra de lui-même. A une seule condition cependant : que chacun sache "regarder la lune et pas le doigt".

Avec une complexité de langage, dont la seule utilité apparente est de tenter de masquer la platitude du propos, UO nous sert en fait le vieux plat insipide du "mécanicisme" : quand le besoin se fait sentir, le moyen de le satisfaire surgit mécaniquement. Le levier miracle de ce mécanisme serait ici "l'intelligence révolutionnaire, conscience de la nécessité", lui-même mécaniquement et automatiquement actionné par l'apparition de la nécessité.

Que s'est-il passé avec ce beau mécanisme, lorsqu'en janvier 1919 à Berlin le prolétariat berlinois s'est lancé dans l'insurrection, hésitant, avec à sa tête un parti lui-même hésitant et pris de court par les événements? Certes, ce parti aurait difficilement pu faire autrement, puisqu'il n'existait que depuis quelques jours. Ce n'est évidemment pas en si peu de temps qu'on peut construire un organe suffisamment aguerri, centralisé et étendu pour pallier, au moment du combat, "l'indécision de la pensée et l'isolement de l'action" au sein de la classe. Mais, pourquoi les communistes allemands n'avaient-ils pas mécaniquement pris conscience de la nécessité de construire A TEMPS une telle organisation? Où était en Allemagne, dans les années qui précédèrent l'explosion révolutionnaire, le magnifique mécanisme automatique de UO?

Les révolutionnaires allemands qui, tels les "Linksradikalen" (radicaux de gauche), défendirent l'idée de la nécessité de rompre, dès le début de la guerre, avec la social-démocratie et de constituer un parti autonome capable de jouer son rôle dans les combats révolutionnaires qui se préparaient inévitablement, ne parvinrent pas à convaincre à temps les révolutionnaires, tels Rosa Luxemburg ou Karl Liebknecht, dont dépendait le succès de cette entreprise. Ce n'est pas le lieu ici d'analyser pourquoi il en fut ainsi. (Pour cette question, voir l'article sur le KAPD dans le n° 2 de la "Revue Internationale" de notre courant.) Mais, l'exemple est suffisamment parlant et important, pour montrer la vacuité et le danger des élucubrations mécanicistes de UO.

"L'intelligence révolutionnaire", dont nous parle UO, n'est pas "la conscience de la nécessité", telle qu'elle peut exister chez l'homme qui PREVOIT LA NECESSITE, mais l'intelligence de l'animal qui REAGIT a posteriori à

la nécessité. Si les révolutionnaires ne disposaient que de l'outil de UO pour guider leur action révolutionnaire dans la classe, il ne leur resterait, le jour du combat, s'ils sont encore vivants, qu'à aller se planter devant les tas de cadavres ouvriers, leurs doigts dans les poches pour ne pas les voir et... contempler la lune.

L'organisation des communistes est un instrument qui se construit consciemment; et le parti, c'est-à-dire l'organisation des révolutionnaires lorsque se généralisent les combats révolutionnaires de la classe, ne peut être construit que dans des périodes de montée de lutte de classe. Le mécanicisme de UO est probablement une réaction au volontarisme du trotskysme, dont elle vient, et pour lequel "la construction du parti" est une religion valable en tout temps et une source d'opportunisme permanent : tout ce qui fait grossir l'organisation est bon. Mais comprendre que la construction du parti ne peut être qu'un acte volontariste en dehors des périodes historiques de préparation à des combats révolutionnaires, n'implique pas que l'organisation des révolutionnaires, puis, lorsque les conditions l'exigent, le parti révolutionnaire, ne se "construit pas", ou qu'une telle entreprise n'exige pas l'intervention et la volonté des révolutionnaires.

LE PCI ET LES TACHES DU PARTI

Le parti communiste international déclare, lui, avoir fondé le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL tout seul, il y a plus de 30 ans en pleine période de contre-révolution triomphante, et théorise ce volontarisme outrancier en écrivant :

> "C'est à ce moment-là que le parti doit naître, parce que c'est alors que le fil rouge doit être préservé, parce que c'est alors que toutes les furies de la réaction se jettent sur lui pour briser sa continuité et détruire la théorie, l'étouffer en silence, l'effacer en même temps que l'organisation qui en est le support... " (Le Prolétaire n° 163)

Les "furies de la réaction" du PCI ne sont rien d'autre que les conditions historiques de défaite et d'apathie de la classe ouvrière qui réduisent ses organisations politiques à leur plussimple expression : des fractions de l'ancien mouvement qui tentent contre le courant de maintenir les acquis des expériences passées et d'en tirer les leçons pour les prochaines luttes.

Ce qui différencie le parti du groupe politique dans le prolétariat, ce n'est pas tant une question de nombre ni d'auto-dénomination (un groupe peut se dire parti et ne pas l'être, un groupe peut jouer le rôle d'un parti et ne pas s'en donner le nom), mais une question d'influence dans sa classe. Lorsqu'un groupe politique prolétarien cesse d'être presqu'uniquement un organe de réflexion et d'élaboration théorique, lorsque son intervention cesse d'être purement ponctuelle et réduite à un milieu relativement restreint, pour devenir un élément déterminant dans l'action de la classe, il devient un parti politique.

Une telle situation ne peut être donnée que dans une période ascendante des luttes prolétariennes, car seules alors les idées révolutionnaires peuvent gagner l'ensemble de la classe. En dehors de cette période, l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante.

En donnant à un petit groupe politique, en pleine période de réaction, le nom de Parti communiste internationaliste, les bordiguistes croient défendre "le parti" contre les "furies de la réaction", mais tout ce qu'ils font c'est enlever tout contenu sérieux au mot parti et se plonger eux-mêmes dans un univers aussi irréel que volontariste.

En toute logique, le PCI a réagi très violemment à l'article d'Union Ouvrière, en particulier sur la question de l'importance de l'organisation des révolutionnaires.

Ils critiquent le fait qu'Union Ouvrière "rompt toute limite entre organisation immédiate de la classe et organisation du parti". Le PCI appelle "organisation immédiate" les organisations unitaires de la classe et "parti" ses organisations politiques. Indépendamment du fait que l'histoire montre les organisations unitaires (syndicats du 19° siècle, soviets dans le capitalisme décadent) ne sont pas plus "immédiates" dans leur surgissement que les organisations politiques - ce serait plutôt le contraire les organisations politiques ayant joué souvent un rôle important dans la constitution des organisations unitaires, surtout au 19° siècle - et indépendamment du fait que l'organisation politique n'est pas toujours le parti, il est vrai que UO laisse dans une confusion totale la question de savoir ce qui distingue l'organisation politique de l'organisation unitaire de la classe, laissant même entendre au détour d'une formulation qu'il se pourrait d'ailleurs qu'il n'y ait même pas besoin de deux types d'organisation distincts. A ce niveau, comme à beaucoup d'autres, malgré tout le culte qu'elle prétend vouer au "mouvement réel", UO se moque royalement de toute l'expérience historique du mouvement réel.

Mais, la conception que lui oppose le PCI sur la question est tout aussi "a-historique".

En effet, le PCI ne parle de l'organisation unitaire de la classe dans la décadence capitaliste, les conseils, que pour établir une "hiérarchie" entre elle et le parti. Les conseils ou soviets ne sont qu'une "forme", alors que le parti est "un contenu réel".

> "Les soviets... ne sont révolutionnaires, écrivent-ils, que dans la mesure où ils sont arrachés à l'influence des partis opportunistes et dirigés par le parti communiste, ce qui ne les empêche nullement de rester ouverts à tous les prolétaires qui, sans être communistes, répondent aux exigences de la lutte."

Il est aussi absurde de prétendre justifier une"supériorité" du parti par rapport aux soviets, qu'une des soviets par rapport au parti. L'une et l'autre forme correspondent à des besoins différents et inséparables du combat révolutionnaire de la classe ; l'une ne pouvant se substituer à l'autre, il est absurde de faire des comparaisons.

Il est vrai que le parti révolutionnaire est un instrument essentiel de l'évolution de la conscience du prolétariat organisé dans ses soviets, ou, dans les premiers temps, généralement les idées majoritaires ne sont pas les plus radicales. Mais pourquoi ces fameux soviets n'existent-ils qu'en période de lutte révolutionnaire de la classe ? Pourquoi surgissent-ils comme des organes de dualité de pouvoir avant même que le parti révolutionnaire n'y soit majoritaire ? Pourquoi ne survivent-ils pas à l'échec des luttes révolutionnaires, si ce n'est parce qu'ils constituent, par eux-mêmes, une forme d'organisation spécifique de la lutte révolutionnaire du prolétariat ?

oOo

Le PCI reproche à UO d'amoindrir les tâches du parti :

> "que dire alors de l'illuminisme pour lequel la préparation révolutionnaire se résumerait à une simple propagande qui, dans le jargon de UO s'appelle "socialisation de la conscience"... "Quiconque amoindrit les tâches du parti exerce une influence paralysante sur le prolétariat."

Le PCI, évidemment, n'amoindrit pas les tâches du parti. Il lui donne tout simplement toutes les tâches révolutionnaires de la classe. Le PCI reprend la conception de Lénine dans "Que Faire" d'après laquelle la classe ouvrière, par elle-même, ne peut être que trade-unioniste. Pour le PCI, la classe ouvrière n'est révolutionnaire "qu'à travers son parti". Le vrai sujet de la révolution est donc le parti. Seul détenteur de la conscience révolutionnaire, il est logique qu'il soit aussi le seul capable d'exercer la dictature du prolétariat.

Pour justifier sa théorie, le PCI nous rappelle que :

> "... la révolution est un combat à mort dans lequel les adversaires utilisent toutes leurs énergies."

que :

> "... la bourgeoisie a déjà des forces concentrées : ses Etats, ses partis ; elle a toute une expérience de domination accumulée..." etc.
>
> "... si bien que le prolétariat ne peut prendre le pouvoir et le conserver sans concentrer au maximum ses forces de destruction et les faire porter au même moment aux endroits décisifs, sans user de la plus grande détermination dans l'usage de la force, de la violence et de la terreur."

Bref, il nous rappelle la nécessité pour le prolétariat de s'organiser et de centraliser son action face à la concentration des forces de la bourgeoisie. On serait logiquement en droit d'en déduire l'importance fondamentale de l'organisation de la classe dans ses soviets et de la centralisation de ceux-ci. Mais le PCI n'en souffle mot et nous dit uniquement que "seul un parti guidé par une théorie et des principes sûrs... est capable de faire preuve du maximum d'énergie, pour remporter la victoire."

Pour le PCI, dans le corps social que constitue le prolétariat, le parti est la tête, le reste le corps :

> "... si la pensée est indissolublement liée au corps de l'être social, elle est le fait d'un organe différencié du corps et non le fait de toutes les cellules. On ne peut s'empêcher de penser que mettre la conscience dans les pieds, c'est non seulement faire peu de cas de la conscience, mais surtout rendre les pieds incapables de marcher : imaginez que les deux ne veuillent pas aller dans le même sens !"

Il faudrait d'abord tenir l'image jusqu'au bout : si les pieds ne sont pas conscients, comment peuvent-ils vouloir aller quelque part ?

Quant à l'image elle-même, elle est fausse et escamotte précisément la spécificité du mouvement révolutionnaire du prolétariat par rapport à celui de la bourgeoisie. L'image est fondée sur l'idée que les pieds (les prolétaires) sont des parties inconscientes,la tête (le parti) étant l'organe spécifique de la conscience. Ce tableau correspond bien au rapport qui lie, dans la révolution bourgeoise, les masses des travailleurs aux partis bourgeois. Les masses ne servent ici que de force brute au service de la bourgeoisie dans sa lutte contre une autre classe dominante : la féodalité. Elles ne sont que de la chair à canon d'un combat entre leurs exploiteurs. Leur inconscience est une condition essentielle du succés de la bourgeoisie. Révolution d'une minorité au profit d'une minorité, le problème de la concentration des forces n'est qu'une question de soumission aveugle des masses au parti dirigeant, seul détenteur des véritables buts et moyens de la lutte.

L'apport du PCI à la question de l'organisation du prolétariat consiste dans la transposition de ce schéma à la révolution prolétarienne. Aussi est-ce logique qu'il ne voit dans les soviets -cet organe à la praxis spécifique que la classe s'est donnée pour parvenir à la PRATIQUE CONSCIENTE, INDISPENSABLE de son combat révolutionnaire- qu'une "forme", comme tant d'autres, tout juste bonne à servir de courroie de transmission au parti.

Le PCI n'amoindrit pas les tâches du parti. Seulement, en se trompant de révolution, les tâches qu'il lui donne ne sont pas celles d'un parti prolétarien, mais celles d'un parti de la bourgeoisie.

Le contenu social de la révolution prolétarienne est infiniment plus universel et profond que celui de la révolution bourgeoise. Il ne s'agit plus ici d'un changement de code d'exploitation, ni du remplacement d'une classe à la tête de l'Etat par une autre, mais de la des-

truction de l'Etat et de l'exploitation. Et, à des différences aussi radicales dans le contenu correspondent des différences essentielles dans ses formes et ses moyens. Si le parti prolétarien ne se substitue pas à sa classe comme les partis bourgeois se substituaient à la leur, ce n'est pas au nom de "principes démocratiques" en soi -rien n'est moins démocratique qu'une révolution violente- mais un résultat, une exigence objective, du contenu même de la révolution prolétarienne.

Les thèses des communistes et le mouvement réel

> "Les thèses des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux."

UO ET "LA NEGATION" DU MOUVEMENT HISTORIQUE DU PROLETARIAT

Après avoir cité l'extrait ci-dessus du Manifeste, UO se hasarde à donner sa version de ce qu'elle appelle "la dialectique du mouvement réel" :

> "La dialectique du mouvement réel se joue des prophètes qui veulent l'incarner, et ne font la fixer idéologiquement. Elle relativise impitoyablement tout ce qu'elle produit : elle n'a jamais eu d'autre cri de guerre que celui de l'universelle négation : TOUT CE QUI EXISTE MERITE DE PERIR !"

> "... Voilà tout le secret des ruses du mouvement réel. Et voilà pourquoi il se joue sans cesse des prédictions les plus intelligentes, des certitudes les mieux assurées. Les plus majestueuses et les plus sacrées de ses propres productions, il les raille sans pitié le lendemain même de leur naissance, et après les avoir déférées au tribunal de l'IRONIE, leur donne à connaître leur maître : la mort."

UO semble convaincue que pour parler de "dialectique", il est utile d'imiter le langage et le ton des jeunes Marx et Engels polémiquant dans "La Sainte Famille" contre les restes de l'école hégélienne.

Les auteurs de l'article ont du lire qu'un des principes de la conception dialectique du monde était que rien n'était stable, ni dans le domaine de la vie matérielle, ni dans le domaine des idées qui en sont un reflet ; que toute idée, comme toute étape de la vie matérielle, est appelée un jour à devenir caduque. Mais, si la dialectique n'était que cela, elle ne serait qu'un contrepied vulgaire de la conception religieuse où il existe des vérités immuables et éternelles. Si les formes momentanées de la réalité changent, tout comme les représentations pensées que s'en font les hommes, les concepts, ce n'est pas au nom d'une loi surnaturelle de la "négation absolue", mais parce qu'à un moment donné de l'évolution de la réalité, les formes et les idées qui étaient en accord avec un stade donné de l'évolution matérielle, cessent de l'être. Les idées deviennent fausses, caduques, non pas parce qu'elles sont le produit du passé, en soi, mais parce qu'elles ne correspondent plus à l'évolution de la réalité qu'elles appréhendent. La phrase du Faust de Goethe : "Tout ce qui existe mérite de périr", prise au pied de la lettre, comme le fait UO, devient une absurdité aussi mystique que la religion de l'immobilité et de la vérité absolue, le "cri de guerre" de l'adolescent révolté.

Tout le problème de l'élaboration théorique communiste : savoir tirer les leçons des expériences passées, savoir en conserver les acquis fondamentaux pour les transformer en outils des luttes à venir, sans tomber prisonnier de ce qui tient uniquement au passé, et ce qui est effectivement dépassé, toute cette problématique qui est l'essentiel même du travail qui consiste à dégager "les conditions réelles du mouvement historique", UO l'escamote derrière des phrases sonores sur la vanité de ceux qui croient avoir quelques convictions fondées sur les expériences passées.

Il est vrai que "le monde des morts pèse toujours d'un poids immense sur le monde des vivants." Il est aussi certain que les explosions révolutionnaires qui aujourd'hui mûrissent apporteront de nouveaux problèmes et de nouvelles réponses à de vieux problèmes. Mais même au cas où elles viendraient démentir des convictions aujourd'hui profondément enracinées dans la théorie communiste, la richesse de leur apport ne pourra être comprise et appropriée que par ceux qui avaient fait leurs les acquis du passé. La négation dialectique n'est pas une destruction du passé, mais <u>son dépassement</u> : les bolcheviks furent les premiers surpris par le surgissement des soviets en 1905 et leur première réaction fut même de s'opposer à leur développement. C'est cependant leur profonde assimilation des richesses du passé qui leur permit immédiatement après de comprendre l'importance historique du surgissement de ces organes du prolétariat et de contribuer de façon déterminante à leur triomphe sur l'Etat bourgeois.

Tout comme les mouvements étudiants contestataires de Mai 68, UO, dans son mépris transcendant pour les vieilleries du passé, n'a qu'un mot à la bouche : "le mouvement réel", le mouvement présent. "De haut, on voit mieux", nous disent-ils, "il faut "rompre avec le passé", il faut faire "la critique pratique du vieux mouvement ouvrier".

Contrairement aux mouvements des autres couches de la société (paysans, petits-commerçants, étudiants...) dont le combat est l'éternelle répétition d'une révolte désespérées contre le capital, les luttes du prolétariat constituent un MOUVEMENT HISTORIQUE car elles sont les seules à posséder une signification, un avenir

historique. Ses luttes d'aujourd'hui, comme celles d'hier s'inscrivent dans un seul mouvement, celui de son émancipation. C'est pourquoi, pour le prolétariat, il n'y'a pas un"mouvement réel"présent qui s'opposerait à un "vieux mouvement ouvrier", irréel parce que passé. Les luttes d'aujourd'hui ne peuvent prendre leur sens REEL qu'en tant que partie du mouvement historique général du prolétariat.

Opposer le "mouvement présent" au "mouvement du passé", comme le fait UO, ce n'est pas "s'immerger dans le mouvement réel" mais s'ôter toute possibilité de le comprendre. Au fond de cette apparente glorification des luttes présentes, ce qu'il y a, ce n'est pas une exaltation de ce qu'elles comportent comme forces pour l'avenir, mais une sous-estimation de leur caractère historique et un mépris de leur plus grande richesse : les acquis des expériences passées. La tâche du mouvement ouvrier aujourd'hui n'est pas tant de "rompre avec son passé", que de s'en réapproprier d'abord tous les acquis, de renouer avec le plus haut point atteint par ses dernières grandes expériences révolutionnaires. C'est seulement à partir de là qu'il pourra se lancer à l'assaut de ses combats futurs.

oOo

Pour UO, que le mouvement ouvrier rompe avec "son passé" veut dire qu'il rompe avec le stalinisme. Mais ce n'est là encore qu'un des stigmates que ce groupe, surgi de Lutte Ouvrière, porte encore de ses origines trotskystes. Pour le trotskysme, en effet, le stalinisme a fait partie du mouvement ouvrier : c'était le soi-disant "mouvement ouvrier dégénéré".

Quand on identifie encore les forces contre-révolutionnaires du capital décadent dans la classe ouvrière avec le mouvement ouvrier lui-même, il est normal qu'on aboutisse aux aberrations "pseudo-dialectiques" de "l'universelle négation". Dans une telle confusion, le terme de "mouvement réel" ne peut être qu'un mot creux.

LE PCI ET "L'INVARIANCE DU MARXISME "IMPORTE"

Au corps théorique invertébré d'UO, le PCI oppose le corps pétrifié d'un "marxisme invariable" et "importé" dans la classe.

Pour le PCI, l'expérience des luttes du prolétariat ne peut apporter à la théorie communiste que des détails secondaires, simples précisions qui ne viennent que développer un "corps de principes, surgi d'un bloc à un tournant brutal et décisif de l'histoire", 1848. Ces principes

> "... ne peuvent être modifiés, sous peine de briser l'unité de toute la construction théorique qui est elle-même une condition de l'indispensable unité d'action. C'est à cette seule condition, reconnaître l'INVARIANCE DU MARXISME, que l'on a pu parler "d'enrichir la théorie", car il s'agissait de la "développer dans tous ses détails" (Engels).

Pour le PCI, "en tant que théorie, le communisme est une science". Une science qui, "importée dans la classe, peut féconder le mouvement social". "Importée" parce qu'elle n'a pas ses sources dans les "luttes ouvrières immédiates" mais "dans la politique française, l'économie anglaise et la philosophie allemande".

Il est d'abord faux de prétendre que la théorie communiste soit une science. Même si, du fait que le prolétariat est la première classe dans l'histoire qui peut avoir un regard objectif sur la société, le marxisme est la première théorie qui parvient à employer la méthode scientifique pour l'analyse de la société, les phénomènes sociaux et en particulier l'expérience des luttes du prolétariat ne peuvent pas être encore totalement appréhendés par un corps suffisamment achevé de généralisations exactes.

Mais, si la théorie communiste n'est pas une science, elle est encore moins une théorie invariable. De façon générale, aucune connaissance n'est invariable, figée, ne fût-ce que parce que son objet, la réalité, n'est jamais elle-même figée, achevée. Quant à la connaissance qu'a le prolétariat des conditions générales de sa lutte, elle peut l'être d'autant moins que ses moyens de classe exploitée sont restreints et que l'expérience principale qu'elle doit appréhender, sa propre lutte, est en constant développement. Prétendre que la théorie communiste est "invariable", c'est affirmer que le mouvement communiste est définitivement achevé... en 1848. En fait, le PCI ne fait que nier le mouvement lui-même.

Le PCI veut avec sa théorie de l'"invariance réagir contre l'opportunisme de tous ceux qui, abandonnant les principes essentiels du communisme, ont transformé le marxisme en une informe bouillie réformiste au nom du "changement des conditions" et de l'"adaptation aux nouvelles réalités". Mais, ce faisant, ils n'ont pas contribué à maintenir en vie le marxisme, mais à en faire, dans leurs textes, une théorie morte. C'est ainsi qu'au nom de l'"invariance", ils se retrouvent aujourd'hui à partager avec le stalinisme et le trotskysme qu'ils abhorrent tant, des positions devenues contre-révolutionnaires depuis plus d'un demi-siècle de décadence capitaliste, telles la défense des syndicats ou des mouvements nationalistes.

Quant à la théorie du marxisme "importé" dans la classe, théorie reprise pour l'essentiel des conceptions de Kautsky et Lénine au début de ce siècle, la critique marxiste en a été faite à plus d'une reprise. Rappelons ici, contre l'idée des "trois sources du marxisme" -dont une serait la philosophie allemande, la dialectique hégelienne- ce que Engels écrivait à propos de Dietzgen :

> "Et cette dialectique matérialiste, qui était depuis des années notre meilleur instrument de travail et notre arme la plus acérée, fut, chose remarquable, découverte à nouveau non seulement par nous, mais en outre, indépendamment de nous et même de Hegel, par un ouvrier allemand, Joseph Dietzgen." (Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande).

Il n'y a que dans les conceptions idéalistes et religieuses que les idées prennent leurs sources dans des idées, comme si elles avaient une existence autonome dans un monde éthéré où elles s'engendreraient les unes les autres. C'est un des apports fondamentaux du marxisme d'avoir démontré que l'évolution des idées n'était en dernière instance qu'un produit de l'évolution de la pratique sociale des hommes et non l'inverse. C'est aussi le marxisme qui mit en évidence le fondement de cette pratique sociale : la lutte des classes. S'il est une idée force du marxisme c'est bien celle d'après laquelle il n'est pas de théorie sociale qui ne soit l'expression des intérêts et de la pratique réelle d'une des classes de la société.

De ce point de vue,le fait le plus marquant pour rendre compte de la naissance du marxisme ce ne sont pas les connaissances de l'individu Marx sur la "politique française, l'économie anglaise et la philosophie allemande", mais le fait qu'à la même époque le prolétariat surgissait pour la première fois sur l'arène de l'histoire comme force politique autonome..

Le PCI écrit : "Le marxisme est né dans une autre sphère d'activité que celle de la lutte ouvrière immédiate". Cette sphère serait celle de l'"étude théorique". Soulignons d'abord que les philosophes qu'étaient Marx et Engels ne sont devenus des théoriciens du communisme qu'au contact des groupes ouvriers communistes profondément plongés dans les "luttes ouvrières immédiates".

Ensuite, à quel problème répond cette constatation tautologique d'après laquelle le travail d'élaboration théorique se fait en ayant une activité qui s'appelle l'étude théorique ? Le problème que pose l'élaboration de la théorie du mouvement ouvrier n'est pas de savoir si l'activité théorique, du point de vue de l'individu qui la réalise, est identique ou non à celle de faire grève ou de participer à une insurrection -faut-il beaucoup réfléchir pour constater que ce sont deux activités différentes ? Le vrai problème est de savoir d'OU viennent les fondements de cette théorie ; où faut-il chercher le moteur et les sources de son évolution ; vers où doivent se tourner les révolutionnaires, d'origine ouvrière ou non, pour dégager les buts et les moyens du mouvement auquel ils participent. Est-ce vers un monde éthéré où n'existerait que l'étude théorique au milieu d'idées qui se bousculent, ou est-ce vers le monde réel de la pratique sociale de la lutte de classe existante. Tel est le vrai problème. Posé ainsi -et, on l'a vu, c'est ainsi qu'il est posé dès le Manifeste- sa réponse est immédiate.

Le problème que pose le PCI, à la suite de Kautsky et Lénine, n'aboutit qu'à faire de la question de l'élaboration théorique dans le mouvement ouvrier, une affaire d'individus théoriciens, en marge de la lutte de classe. Lorsqu'on conçoit le sujet du mouvement communiste, le prolétariat, comme une classe qui ne peut parvenir "par elle-même, qu'à une conscience trade-unioniste", on ne peut poser le problème de la théorie révolutionnaire que comme un problème EXTERIEUR au prolétariat. Mais il est alors aussi un problème étranger à la théorie communiste, étranger au marxisme.

> "Ce n'est pas seulement dans leurs réponses, mais bien déjà dans leurs questions elles-mêmes qu'il y avait une mystification."

("L'Idéologie Allemande", Ed. Soc. p. 43)

Lorsque dans le Manifeste Marx écrit que les thèses des communistes ne reposent pas sur les idées inventées par un réformateur du monde mais sur "une lutte de classe existante, un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux" il ne faisait pas de la démagogie afin de mieux se faire accepter par les ouvriers dans leurs rangs. Il ne faisait que formuler ce qui doit être le guide et la source des thèses des communistes : l'expérience historique des luttes prolétariennes elles-mêmes.

Un guide, cependant, qui ne peut être appréhendé ni par la voie de l'"invariance" ni par celle de "l'universelle négation".

R. VICTOR

PRESENTATION DU 1er CONGRES DE R.I.

Alors que chaque jour le système s'empêtre plus profondément dans des contradictions insurmontables et qu'il n'offre à l'humanité qu'une barbarie toujours croissante, le prolétariat international ressent de plus en plus profondément la nécessité de se préparer à l'affrontement décisif. Les éléments révolutionnaires qui se dégagent peu à peu dans le monde entier de ce premier effort de prise de conscience du prolétariat, doivent comprendre le rôle qu'ils sont appelés à jouer au sein et vis-à-vis de cette classe. Les idées qu'ils expriment ne surgissent ni du néant, ni d'eux-mêmes, mais sont l'expression des intérêts historiques de la classe ouvrière. Les positions qu'ils défendent ne sont pas le produit de "leur" expérience, mais de celle de cette classe depuis sa naissance et principalement depuis que le système est entré en décadence et que la dernière vague révolutionnaire des années 17-23 les a tranchées comme des positions de classe.

Les révolutionnaires ne sont pas des individus "privilégiés" de la classe ouvrière, mais le produit d'un processus de prise de conscience sur lequel ils sont eux-mêmes appelés à agir. Leur tâche est d'aider à clarifier et à généraliser cette prise de conscience. Ils se donnent les moyens de cette tâche, ils se donnent une organisation, support indispensable à son accomplissement. Si les conceptions erronées de Lénine sur le parti apportant "du dehors" sa conscience révolutionnaire au prolétariat et devant se substituer à celui-ci dans la prise de pouvoir ont pu servir de paravent idéologique aux aberrations contre-révolutionnaires du stalinisme et du trotskysme, aujourd'hui, un nombre important des éléments qui se dégagent de ces courants de la contre-révolution ont tendance à "jeter l'enfant avec l'eau sale". Rejetant la vision léniniste de l'organisation, ils tombent dans l'erreur inverse qui consiste à dénier aux révolutionnaires toute nécessité et possibilité d'organisation distincte de celle de l'ensemble de la classe. De ce fait, ils se sabordent eux-mêmes en se refusant les moyens d'assumer leur fonction et, pire, privent la classe de la contribution absolument nécessaire de ses meilleurs éléments à sa prise de conscience.

Cinquante années de la plus profonde contre-révolution qu'ait eue à subir la classe ouvrière et la rupture organisationnelle qui en a découlé pour l'avant-garde de la classe rendrent particulièrement difficile la compréhension de la question de l'organisation. Les erreurs des bolcheviks ne doivent pas faire oublier celles des autres courants communistes et en premier lieu des communistes allemands dans la première grande vague révolutionnaire des années 20. En particulier, les hésitations du Spartacusbund à rompre organisationnellement à temps avec la Social-Démocratie et l'éparpillement des groupes des radicaux de gauche ont coûté très cher au mouvement ouvrier du passé. Si, dans la montée révolutionnaire qui s'annonce, le prolétariat tombe dans les mêmes erreurs du passé menant à une nouvelle défaite, celle-ci sera sans nul doute bien plus tragique encore et risque d'être fatale.

Pour que les positions qu'ils défendent ne restent pas lettre morte, mais deviennent une force matérielle dans la lutte décisive du prolétariat contre le capital, les révolutionnaires doivent comprendre la nécessité de créer un cadre qui rende possible leur intervention effective. Il ne suffit pas de renouer avec le passé ; encore faut-il savoir faire de ce lien une force vivante et non un cdocument d'archives. Le parti qui sera demain un acteur dans l'affrontement entre les classes, ne naîtra pas tout seul du néant, mais des efforts préalables des révolutionnaires qui, à travers un lent processus de maturation, auront su recréer le cadre organisationnel emporté hier par le flot de la contre-révolution, nécessaire aujourd'hui au développement de l'activité des révolutionnaires, capables demain de devenir un facteur actif de la lutte prolétarienne.

C'est au sein d'un tel effort que s'est inscrite l'activité de notre courant politique depuis sa première apparition en 1964 avec "Internacionalismo" du Venezuela et son développement avec la création de "Révolution Internationale" en 1968, puis de "Internationalism" (USA), "World Revolution" (Grande-Bretagne), "Accion Proletaria" (Espagne) et "Rivoluzione Internazionale" (Italie). En liaison avec ses activités et comme part d'elle-même, notre courant a poursuivi à travers de longs débats un processus d'organisation et de centralisation dont la Conférence Internationale de janvier 1975 marque une étape importante par la création formelle du Courant Communiste International et dont la conférence de juin 1975 marque, sur le plan national, une autre étape majeure. En effet, cette conférence a permis la conclusion -évidemment provisoire- de toute une série de débats qui avaient animé notre groupe depuis plus d'un an et qui portaient :

- sur l'organisation des révolutionnaires,
- sur la nature révolutionnaire de la classe ouvrière,
- sur la période de transition entre le capitalisme et le communisme,

sujets qui se trouvaient donc à l'ordre du jour de la conférence et qui ont donné lieu à l'adoption des résolutions qu'on trouvera à la suite.

Il faut signaler que, faute de temps, la question de la période de transition n'a pas été discutée à la conférence elle-même bien qu'ayant été amplement discutée dans sa préparation. En

conséquence de quoi, la résolution sur cette question n'a pu être formellement adoptée dans sa rédaction actuelle comme définitive mais seulement comme cadre d'orientation générale sujet à une éventuelle rédaction nouvelle.

La résolution sur la classe ouvrière avait pour fonction de marquer le rejet par le groupe des conceptions modernistes qui tendent à nier à cette classe sa nature révolutionnaire, conception que nous avions dû combattre au sein de l'organisation avec la "Tendance Communiste".

Quant à la question d'organisation, la clarification qui s'était opérée en nos rangs particulièrement par rapport au texte de la plateforme de 1972 devait donner lieu à une nouvelle formulation de cepoint de la plateforme intégrant notre plus grande compréhension du mode de fonctionnement de l'organisation et de la notion de continuité organique. Notre plus grande clarté sur les problèmes organisationnels devait nous permettre également l'adoption de Statuts pour le groupe français du C.C.I.

Ces débats, cette clarification, l'adoption de textes sur l'organisation ainsi que la présentation et la discussion d'un texte d'orientation sur la situation internationale (voir à la suite) étaient la marque d'une évolution dans le mode de travail de nos conférences. A cette évolution correspond la décision de l'Assemblée d'appeler désormais "Congrès" ces réunions et de faire de la Conférence de juin 1975 le 1°Congrès de "Révolution Internationale".

oOo.

Tout comme l'ensemble de la classe, les révolutionnaires tendent à regrouper et à centraliser leurs forces sur le plan national et international. Tous ceux qui, pour des divergences secondaires, se refusent à unir leurs efforts prouvent qu'ils n'ont pas dépassés la vision petite-bourgeoise de préservation de "leurs" idées particulières et de " leur" groupe, et qu'ils ne se conçoivent pas comme partie et produit de la classe. Confondre positions de classe et divergences d'analyse, confondre principes et questions en discussion, c'est ne pas comprendre ce qu'on exprime et encore moins les tâches qui incombent aux révolutionnaires. C'est ne pas être à la hauteur de ses responsabilités face à la classe. L'inexorable aggravation des convulsions du capital dans le monde entier, le développement des grèves ouvrières et les défaites partielles et momentanées que leur inflige un capital agonisant engagent le prolétariat; les révolutionnaires vont être amenés à prendre une part de plus en plus active à la lutte elle même. Aujourd'hui, où chaque événement confirme la vision marxiste de l'histoire, où le prolétariat commence à s'engager sur le chemin des affrontements de classe, les révolutionnaires ne peuvent plus se boucher les yeux sur l'importance de leur rôle et leurs responsabilités. Face aux exigences de la situation qui se développe, ils doivent regrouper leurs forces autour des positions de classe, sans quoi ils ne sauraient rester longtemps des révolutionnaires. C'est parce que le regroupement des révolutionnaires est à l'ordre du jour que notre courant international et notre groupe national se sont engagés dans cet effort et, que nous appelons toutes les forces à venir s'y associer pour qu'elles soient à la hauteur du rôle qu'elles doivent jouer dans la bataille pour le triomphe de la révolution.

N.B. La page 26, décalée par erreur, fait en réalité suite à la page 37 .

RESOLUTION SUR L'ORGANISATION

I

L'ORGANISATION DE LA CLASSE

1) Toute activité humaine est organisée. A plus forte raison, toute lutte sociale est contrainte, pour être efficace, de se donner une forme organisée. Pour toute couche ou classe luttant contre l'ordre social de son époque, l'organisation est donc une nécessité à la fois produit et facteur actif de sa lutte.

2) Ceci était déjà valable pour les esclaves ou la paysannerie mais l'est d'autant plus pour les classes historiques, c'est-à-dire qui ont pour tâche d'instaurer un nouveau type de société, dont la lutte porte en elle une solution aux contradictions du vieil ordre social.

3) Toutes les classes qui ont joué un rôle révolutionnaire dans l'histoire ont fondé leur pouvoir économique au sein de l'ancienne société. Ce pouvoir servait de base et de garant à leur triomphe contre les anciennes classes dominantes.

A l'encontre des précédentes, le prolétariat est la seule classe appelée à prendre en mains l'ensemble de la société qui ne dispose dans celle-ci d'aucune assise économique, prélude à sa future domination. L'unique base matérielle dont il dispose dans la société est son organisation. C'est pourquoi celle-ci constitue pour le prolétariat, bien plus encore que pour les autres classes, une condition décisive et fondamentale de sa lutte. Sa capacité à s'organiser est la mesure de son passage d'une classe en soi à une classe pour soi, d'une simple catégorie économique au sein de la production capitaliste en une classe historique.

4) Le type d'organisation que la classe ouvrière se donne au cours de l'histoire est nécessairement lié aux différentes étapes que traverse le capitalisme lui-même et varie selon les objectifs que ces étapes suscitent et imposent à la lutte du prolétariat.

Au capitalisme ascendant du siècle dernier, ayant encore un rôle progressif à jouer, le prolétariat ne pouvait opposer qu'une lutte pour des réformes tendant à résister le mieux possible à l'exploitation capitaliste à laquelle il est assujeti.

Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, les conditions et les objectifs de la lutte prolétarienne changent profondément. Désormais il n'est plus possible pour le prolétariat d'arracher quelque réforme que ce soit, de s'affirmer comme classe au sein de la société capitaliste et, en conséquence la forme d'organisation syndicale est désormais caduque et s'est transformée en un instrument d'encadrement au service du capital. Ce qui est à l'ordre du jour, pour lui, c'est au contraire la nécessité de détruire cette société et d'instaurer une société sans classes.

Pour cette tâche, l'organisation d'une partie de la classe, comme les syndicats dans le passé, n'est plus appropriée. C'est l'ensemble du prolétariat qui seul peut entreprendre la transformation révolutionnaire de la société. Le type d'organisation qu'il se donne regroupe donc l'ensemble des travailleurs de même qu'il unifie les luttes immédiates et la lutte historique, les luttes partielles en une lutte globale pour le pouvoir, le législatif avec l'exécutif, la prise de décision et l'application de cette décision. Cette organisation est celle des Conseils Ouvriers, forme "enfin trouvée" —comme dit Lénine— de la dictature du prolétariat.

5) La classe ouvrière est une classe mondiale. C'est à la seule échelle du monde entier qu'elle peut accomplir sa tâche historique. En ce sens, l'organisation qu'elle se donne pour sa lutte révolutionnaire, même si elle ne s'étend pas d'emblée à cette échelle, tend à s'unifier de façon mondiale et, par suite, tend à se centraliser à ce niveau. Contrairement aux affirmations anarchistes, les Conseils Ouvriers ne sont donc pas des organes fédéralistes d'autogestion mais l'organisation centralisée du pouvoir politique prolétarien.

II

LA CONSCIENCE DE LA CLASSE

6) Tout être individuel ou social tend à devenir conscient de son existence et de son activité. Ce fait s'applique tout particulièrement aux classes dont les luttes contre les autres classes s'accompagnent, pour chacune d'elles d'une prise de conscience de ses intérêts de classe, des moyens et des buts de ces luttes.

7) Même les classes qui ne portaient pas en elles le devenir social se sont données une forme de conscience, aussi aliénée fut-elle. Mais ce fait s'applique encore plus aux classes historiques sur qui repose la charge de prendre en main la nouvelle organisation de la société.

8) Ce qui vaut pour l'organisation vaut aussi pour la conscience et, en ce sens, celle-ci est pour le prolétariat une condition décisive de sa lutte bien plus importante encore que pour les autres classes révolutionnaires du passé.

Le fait, d'une part, que tout faux pas du prolétariat se transforme immédiatement en défaite désastreuse, d'autre part, que la société qu'il doit construire soit la première qui émancipe l'homme des lois aveugles et des chaînes de son économie, qui instaure le "règne de la

liberté" à la place du "règne de la nécessité", lui imposent, en effet, la conscience la plus CLAIRE et la plus DEMYSTIFIEE possible.

9) La conscience du prolétariat se doit donc d'appréhender la réalité avec un minimum de préjugés et c'est la première qui puisse effectivement le faire.

En effet, les classes révolutionnaires du passé luttaient pour un ordre social progressif par rapport au précédent mais qui n'en comportait pas moins une nouvelle exploitation. La conscience que ces classes pouvaient acquérir au cours de leur lutte ne pouvait être que mystifiée puisqu'elle devait pouvoir justifier et masquer cette exploitation.

La lutte prolétarienne, au contraire, ne tend pas à instaurer une exploitation nouvelle mais à libérer de l'exploitation toute la société. En ce sens, la conscience de classe du prolétariat est la première qui puisse être libre de mystifications et de préjugés, la seule qui puisse appréhender la réalité sociale d'une façon véritablement scientifique.

10) C'est pour ces différentes raisons que, produit de sa lutte et de son organisation, la conscience du prolétariat ne reste pas, à l'encontre de la conscience de la bourgeoisie, essentiellement un reflet de celles-ci mais qu'elle devient un facteur actif, un levier puissant de cette lutte et de cette organisation. Sa fonction fondamentale n'est pas d'interpréter le monde mais, devenue force matérielle de la classe, de participer activement à sa transformation.

III

LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA CLASSE

11) Le processus de prise de conscience de la classe ouvrière n'est ni simultané, ni homogène. Il se fraye un chemin tortueux à travers ses luttes, ses succès et ses défaites. Il doit faire face aux divisions et aux différences catégorielles ou nationales qui constituent le cadre "naturel" de la société et que le capitalisme a interêt à maintenir au sein de la classe.

12) Les révolutionnaires sont les éléments de la classe qui, à travers ce processus hétérogène, se hissent les premiers à une "intelligence nette des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien". ("Manifeste Communiste")

Dans la société capitaliste, où "les idées dominantes sont les idées de la classe dominante" (Marx), les révolutionnaires ne peuvent être qu'une minorité de la classe.

13) Ce ne sont pas ces éléments qui rendent la classe révolutionnaire. C'est sa position spécifique au coeur du processus de production capitaliste qui fait du prolétariat la classe capable de résoudre historiquement les contradictions du capitalisme et d'instaurer le Communisme. En ce sens, il existe des révolutionnaires parce qu'il existe une classe au devenir révolutionnaire et non l'inverse.

14) Sécrétion de la classe, manifestation du processus de sa prise de conscience, les révolutionnaires ne peuvent exister comme tels qu'en devenant facteur actif de ce processus. Pour accomplir cette tâche et de façon indissociable :

- ils participent à toutes les luttes de la classe et s'y distinguent pour être les plus déterminés et combatifs.
- ils y interviennent en mettant toujours au premier plan les interêts généraux de la classe et les buts finaux du mouvement.
- pour cette intervention, et comme partie intégrante de celle-ci, ils se consacrent de façon permanente au travail de réflexion et d'élaboration théorique, travail qui seul permet que leur activité générale s'appuie sur toute l'expérience passée de la classe et de son devenir.

IV

CLASSE ET ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES

15) Au même titre que la classe dont elle est une partie, la minorité révolutionnaire s'organise pour accomplir la tâche pour laquelle elle est apparue historiquement. En cela, l'activité des révolutionnaires n'échappe pas à la règle de n'importe quelle activité humaine et le simple critère d'efficacité impose déjà un caractère collectif aux tâches d'élaboration et de diffusion de la théorie comme d'intervention dans les luttes. Mais le caractère collectif de l'activité des révolutionnaires est encore accentué par :

- les conditions d'existence et de lutte du prolétariat qui en font la classe associée par excellence ;
- la nature de la société à édifier : le Communisme.

16) Tout au long de son existence la classe ouvrière a considéré l'organisation de ses éléments révolutionnaires comme un de ses instruments les plus précieux. Les résistances ou les oppositions au processus d'organisation des révolutionnaires ont toujours été la manifestation d'un désarroi de la classe ou des influences petites-bourgeoises apportées par ses éléments les plus récemment prolétarisés.

17) Si l'organisation générale de la classe et l'organisation des révolutionnaires participent d'un même mouvement, ce n'en sont pas moins deux choses foncièrement différentes.

La première, l'organisation des Conseils, regroupe l'ensemble de la classe : le seul critère d'appartenance est d'être un travailleur.

La seconde, par contre, ne regroupe que les éléments révolutionnaires de la classe. Le critère d'appartenance est, non plus sociologique, mais politique, l'accord sur le programme et l'engagement de le défendre. En ce sens, peuvent faire partie de l'avant-garde de la classe des individus qui n'en font pas partie sociologiquement mais qui, rompant avec leur classe d'origine, font leurs les interêts historiques du prolétariat.

18) Si la classe et l'organisation de son avant-

garde sont deux choses bien distinctes, elles ne sont pas pour cela séparées, extérieures l'une à l'autre ou même opposées comme le prétendent d'une part les courants "léninistes" et, d'autre part les courants conseillistes-ouvriéristes.

Pour les premiers, la classe et les révolutionnaires sont deux catégories séparées. La lutte de la classe et les principes que les révolutionnaires professent "surgissent de prémisses différentes". Il s'agit donc pour eux d'"introduire la conscience du dehors", d'"aller aux masses" et d'"avoir leur oreille".

Les seconds partent de la même conception erronée mais en concluent que toute organisation autre que les Conseils a des buts nécessairement opposés à ceux de la classe et que, par conséquent, les révolutionnaires ne doivent pas essayer de s'organiser distinctement des Conseils.

Ce que ces deux conceptions veulent ignorer, c'est que, loin de s'affronter ou de s'opposer, ces deux éléments —la classe et les révolutionnaires— sont en fait complémentaires dans un rapport de tout et de partie du tout. Entre la première et les seconds, il ne peut jamais exister de rapports de force puisque "les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat en général".("Manifeste Communiste").

19) Comme partie de la classe, les révolutionnaires ne peuvent à aucun moment se substituer à celle-ci, ni dans ses luttes au sein du capitalisme et encore moins dans le renversement de celui-ci ou dans l'exercice du pouvoir. Ce type de substitution est possible dans la lutte de la bourgeoisie dans la mesure où la société que celle-ci fonde est une nouvelle société d'exploitation, d'oppression, divisée hiérarchiquement. L'exercice du pouvoir par une minorité de la classe dominante ne fait qu'exprimer le pouvoir d'une classe minoritaire sur la grande majorité de la société.

Cette substitution est même indispensable pour la bourgeoisie car dans une société basée sur la division extrême du travail et des fonctions, seule une minorité de spécialistes de la politique est en mesure et appelée à avoir une vue suffisamment consciente de ses intérêts généraux et, à assumer la fonction de direction face aux intérêts contradictoires de ses multiples fractions.

Rien de tel pour le prolétariat. Le type de société qu'il est appelé à instaurer, ainsi que le chemin pour y parvenir, sont radicalement différents. D'une part il n'existe pas d'intérêts contradictoires pour le prolétariat et, d'autre part l'oeuvre qu'il doit mener à bien ne se suffit pas de la conscience d'une minorité aussi éclairée soit-elle, mais exige la participation constante et une activité créatrice de tout instant de tous les membres et de la classe dans son ensemble.

La conscience généralisée est la seule garantie de victoire de la révolution et comme elle est essentiellement le fruit de l'expérience pratique, l'activité de l'ensemble de la classe est <u>irremplaçable</u>.

En particulier, l'usage que la classe doit nécessairement faire de la violence ne peut être le fait d'une minorité séparée du mouvement général de la classe ou d'individus. En ce sens, le terrorisme, individuel ou de groupes isolés, est absolument étranger aux méthodes de la classe et constitue au mieux une manifestation de désespoir petit-bourgeois quand il n'est pas simplement une méthode cynique de lutte de fractions de la bourgeoisie entre elles.

L'auto-organisation des luttes de la classe et l'exercice du pouvoir par elle-même n'est pas une des voies vers le communisme, qu'on pourrait mettre en balance avec d'autres, C'EST L'UNIQUE VOIE.

20) Les courants qui aujourd'hui identifient dictature du prolétariat et dictature du parti, qui parlent de prise du pouvoir par la classe sous le contrôle ou la dictature du parti, dont les conceptions privilégient donc le rôle de la minorité révolutionnaire par rapport à l'ensemble de la classe, tendent à amoindrir la confiance de la classe en elle-même et entravent d'autant le chemin de son auto-émancipation.

Ces courants se situent résolument dans le camp de la conservation sociale, de la contre-révolution, et le socialisme qu'ils prétendent construire ne mène, en fin de compte, qu'à un capitalisme d'Etat.

A l'opposé, les courants qui nient toute nécessité d'organisation et d'intervention pour les révolutionnaires —outre qu'ils s'opposent au nom de la "spontanéité" à un processus spontané— se condamnent eux-mêmes à la non-existence et se font ainsi les agents d'une atrophie dans la conscience de la classe en la privant d'un de ses instruments fondamentaux.

21) Ces courants ouvriéristes et anarchistes se font les apôtres de "l'autonomie de la classe ouvrière". Mais chez eux, cette notion acquiert un sens totalement réactionnaire et petit-bourgeois. Leur conception comporte deux aspects principaux :

- l'autonomie des travailleurs par rapport aux partis et organisations politiques <u>quels qu'ils soient</u>.
- l'autonomie de chaque fraction de la classe ouvrière (usines, quartiers, régions, nations, etc.) par rapport aux autres : le fédéralisme.

Actuellement, de telles notions sont, dans le meilleur des cas, une réaction primaire contre le bureaucratisme stalinien et le développement du totalitarisme étatique et, dans le pire, l'expression politique de l'isolement et de la division propres à la petite-bourgeoisie. Mais dans les deux cas, elles traduisent l'incompréhension totale de trois aspects fondamentaux de la lutte révolutionnaire du prolétariat :

- l'importance et la priorité des tâches politiques de la classe (destruction de l'Etat capitaliste, dictature mondiale du prolétariat) ;
- l'importance et le caractère indispensable de l'organisation des révolutionnaires au sein de la classe ;
- le caractère unitaire, centralisé et mondial de la lutte révolutionnaire de la classe.

Pour nous, marxistes, l'autonomie de la classe signifie son indépendance <u>par rapport aux autres classes de la société</u>. Cette autonomie constitue une CONDITION INDISPENSABLE pour l'action révolutionnaire de la classe dans la mesure où le prolétariat est aujourd'hui <u>la seule classe révolutionnaire</u>. Elle se manifeste

tant sur le plan organisationnel (organisation des Conseils) que sur le plan politique et donc, contrairement à ce que pensent les courants ouvriéristes, en étroite liaison avec son avant-garde communiste.

22) Les courants ouvriéristes basent leur argumentation sur le fait que l'existence d'une minorité révolutionnaire exprime d'une certaine façon la situation prévalant dans la société bourgeoise où la politique est affaire de spécialistes.

Il ne s'agit pas —comme le font les courants léninistes— de nier l'existence de cette contradiction ou de faire de nécessité vertu, mais de comprendre la grande différence existant entre les organisations politiques bourgeoises et les organisations politiques prolétariennes. Alors que les premières ont pour tâche de perpétuer leur rôle spécifique et leur pouvoir, les secondes —à l'exemple du prolétariat qui ne s'affirme que pour mieux pouvoir se nier— ne peuvent avoir d'autre but que leur propre disparition puisqu'elles travaillent à l'élimination des conditions qui les ont justement faites surgir : l'hétérogénéité de la conscience prolétarienne.

La tâche fondamentale des révolutionnaires est donc de tout faire pour que leur existence en tant que tels devienne sans objet. Mais cette tâche spécifique ne peut s'achever que dans le cadre de la société communiste quand les classes auront disparu et qu'auront été créées les conditions matérielles permettant une pleine conscience pour l'ensemble de l'humanité. Contrairement à ce qu'affirment certaines variétés de conseillistes, la tâche des révolutionnaires ne s'achève donc pas avec la prise du pouvoir par le prolétariat mais se poursuit jusqu'à la disparition des classes, au communisme.

23) Si l'organisation générale de la classe et les organisations de révolutionnaires sont deux choses différentes quant à leur fonction, elles le sont également quant aux circonstances de leur apparition. Les Conseils n'apparaissent que dans les périodes d'affrontement révolutionnaire, quand toutes les luttes de la classe tendent à terme vers la prise du pouvoir.

Par contre, l'effort de prise de conscience de la classe existe constamment depuis ses origines et existera jusqu'à sa disparition dans la société communiste. C'est en ce sens qu'il existe en toutes périodes des minorités révolutionnaires comme expression de cet effort constant. Mais l'ampleur, l'influence, le type d'activité et le mode d'organisation de ces minorités sont étroitement liés aux conditions de la lutte de classe.

Dans les périodes d'activité intense et généralisée de la classe, ces minorités ont une influence directe sur le cours pratique de cette activité. On peut alors parler de <u>parti</u> pour désigner l'organisation de cette avant-garde. Par contre, dans les périodes de recul ou de creux de la lutte de classe, les révolutionnaires n'ont plus une influence directe sur le cours immédiat de l'histoire. Seules peuvent subsister des organisations à la taille beaucoup plus réduite dont la fonction ne saurait plus être d'influencer le mouvement immédiat mais d'y résister, ce qui l'entraîne à se couper d'une classe paralysée et entraînée par la bourgeoisie sur son terrain (collaboration de classe, "union sacrée", "résistance", "anti-fascisme", etc.). Leur tâche essentielle consiste alors, en tirant les leçons des expériences antérieures, à préparer le cadre théorique et programmatique du futur parti prolétarien qui devra nécessairement ressurgir dans la prochaine montée de la classe. D'une certaine façon ces groupes et fractions qui, au moment du recul de la lutte se sont dégagés du parti en dégénérescence ou lui ont survécu, ont pour rôle de constituer le pont politique et organisationnel jusqu'à son prochain ressurgissement.

V

LE MODE D'ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES

24) La classe ouvrière se donne un parti à son image, c'est-à-dire mondial et centralisé, et les fractions et groupes qui le préparent tendent nécessairement vers une centralisation mondiale. Le refus de la centralisation a toujours été la marque, dans le mouvement ouvrier, des vestiges d'habitudes et d'idéologie petite-bourgeoises cultivant le fédéralisme, le particularisme national ou local du petit boutiquier jaloux de son fond.

Cette centralisation de l'organisation des révolutionnaires n'est pas "abstraite" "immatérielle" comme le prétendent certains courants crypto-conseillistes, mais elle se concrétise par l'existence d'organes centraux investis de responsabilités politiques entre chacun des congrès devant lesquels ils sont responsables.

25) Bien que basée sur un programme précis et cohérent, l'organisation des révolutionnaires n'est pas monolithique. Il apparaît en son sein des divergences comme reflet d'une immaturité d'une situation et de la conscience de la classe. Qu'elles soient appelées à se résorber ou à conduire à une séparation organisationnelle, ces divergences doivent être pleinement discutées tant à l'intérieur de l'organisation que publiquement, face à l'ensemble de la classe.

Pour régler les désaccords, parce qu'ils font partie des problèmes que la classe est appelée à résoudre, des mesures organisationnelles ne peuvent, en aucun cas, se substituer à cette discussion approfondie.

26) Si elle n'est pas monolithique, l'organisation des révolutionnaires n'en constitue pas moins un tout. En ce sens, tant que les discussions des divergences n'ont pas atteint une des deux issues souhaitables (disparition des divergences ou séparation dans la plus grande clarté possible), la position majoritaire constitue la position de l'organisation. En aucun cas, ces divergences ne peuvent aller dans le sens d'un affaiblissement de l'organisation. Au contraire elles s'inscrivent nécessairement dans le sens de son renforcement pour qu'elle puisse mieux accomplir les tâches pour lesquelles elle a surgi historiquement.

De même, tout désaccord entre le tout et une partie du tout ne peut se résoudre que par la prééminence du tout ou de l'organe central qui en est l'expression. Et ce qui est valable pour n'importe quelle partie de l'organisation l'est

également pour les militants. En d'autres termes, les militants ne sont que des éléments de l'organisation qui elle-même est un organe de défense du programme révolutionnaire de la classe. Toute modification dans ce rapport ouvre toute grande la porte à l'opportunisme (programme au service de l'organisation) et au carriérisme (organisation au service des individus).

27) Les rapports qui se nouent entre les différentes parties et différents militants de l'organisation portent nécessairement les stigmates de la société capitaliste et donc, contrairement à ce que prétendent certains courants néo-utopistes, ne peuvent constituer un îlot de rapports communistes au sein du capitalisme. Néanmoins, ils ne peuvent être en contradiction flagrante avec le but poursuivi par les révolutionnaires. En ce sens, ils doivent tourner le dos à tout rapport de coercition, de division hiérarchique du travail, de défense d'intérêts particuliers.

Ils s'appuient nécessairement sur une solidarité et confiance mutuelle qui sont une des marques de l'appartenance de l'organisation à la classe porteuse du Communisme.

-oOo-

RESOLUTION SUR LA CLASSE OUVRIERE

1) Tout au long de son histoire, le prolétariat s'est trouvé confronté dans son processus de prise de conscience, au poids des idéologies colportées par des éléments de la petite-bourgeoisie que le développement du capitalisme jetait dans ses rangs. Ces idéologies tendaient toutes à rabaisser la fonction historique propre du prolétariat, soit en lui déniant tout rôle spécifique dans la révolution qui devait être "l'oeuvre de tous les opprimés", soit en diluant les critères d'appartenance au prolétariat dont tous les "sans-réserves" et "exploités" étaient censés faire partie.

2) La phase de décadence capitaliste et plus particulièrement ses moments de crise ouverte voient s'accentuer ce mouvement de décomposition des couches petites-bourgeoises et corollairement le développement d'idéologies pseudo-révolutionnaires mais authentiquement anti-prolétariennes. La période actuelle voit donc fleurir toutes sortes de conceptions qui soit annoncent que le prolétariat est définitivement "intégré", soit qu'il cède sa fonction révolutionnaire aux couches "opprimées" comme les paysans du Tiers-Monde, les Noirs, les jeunes, les étudiants, les femmes, etc. ou tout au moins qu'il partage cette fonction avec elles, éventuellement au sein d'une "classe universelle".

3) Une variété particulièrement insidieuse de ces idéologies est celle qui, tout en rejetant les principaux thèmes de la contre-révolution - parlementarisme, syndicalisme, nationalisme, frontisme... -, et tout en affirmant que le prolétariat est la seule classe révolutionnaire de notre époque, tend en fait à lui dénier cette caractéristique. En en faisant une "classe-pour-le-capital" et du simple "capital variable", ces courants demandent au prolétariat de se nier et de rejeter ses luttes contre l'exploitation au nom du "mouvement communiste".

4) Contre ces courants, nous réaffirmons la thèse marxiste suivant laquelle les intérêts du prolétariat sont irréconciliables avec ceux du capital, tant au niveau de ses luttes quotidiennes de résistance contre l'exploitation que dans sa lutte historique pour l'abolition de l'exploitation qu'elles contiennent effectivement.

5) Est révolutionnaire toute classe dont la domination sur la société est en accord avec l'instauration et l'extension, au détriment des anciens rapports de production devenus caducs, des nouveaux rapports de production rendus nécessaires par le degré de développement des forces productives. Dans le passé, celui-ci ne permettait que l'instauration de rapports de production basés sur la propriété et l'exploitation. En ce sens, ne pouvaient être révolutionnaires que des classes exploiteuses et les luttes des classes exploitées ne comportaient aucune perspective à l'échelle historique, sinon celle de servir de force d'appoint à la classe révolutionnaire.

6) Le degré de développement atteint aujourd'hui par les forces productives rend possible et nécessaire non plus un changement dans le mode de propriété et d'exploitation mais l'abolition de toute propriété et de toute exploitation. C'est pour cela que le prolétariat est la première et seule classe révolutionnaire de l'histoire qui soit aussi une classe exploitée de l'ancien système. Et c'est justement parce qu'elle est la classe exploitée typique de la société capitaliste qu'elle est la classe révolutionnaire de notre époque et <u>la seule</u>. C'est pour cela que la première étape de la révolution consiste, <u>non pas à l'auto-négation</u> de la classe ouvrière, mais en <u>son affirmation</u> comme classe autonome par son <u>auto-organisation</u> et la prise de pouvoir politique.

7) C'est parce que pour la première fois ces deux caractéristiques, classe exploitée et classe révolutionnaire appartiennent <u>à une même classe</u> que les luttes de résistance contre l'exploitation et les lutte révolutionnaires sont indissociables et apparaissent simultanément avec le prolétariat pour ne disparaître qu'avec lui. Nous rejetons donc comme contre-révolutionnaire toutes les conceptions qui demandent au prolétariat de nier ses luttes revendicatives sous le prétexte de mener des luttes révolutionnaires, ou de nier ses luttes économiques sous le prétexte de mener des luttes politiques. C'est à travers ses luttes de résistance contre l'exploitation que le prolétariat se forge l'organisation et la conscience qui lui permettront d'être en mesure d'accomplir sa mission historique.

-oOo-

PROJET DE RESOLUTION SUR LA PERIODE DE TRANSITION

Le Congrès n'ayant pas eu le temps matériel d'ouvrir une large discussion, a décidé d'adopter cette résolution (qui exprime l'état de la discussion qui s'est déroulée dans l'organisation) comme base d'orientation de la poursuite de la discussion.

1) Entre le Capitalisme et le Socialisme existe inévitablement une période plus ou moins longue de transition de l'un à l'autre. Elle est transitoire dans le fait qu'elle ne connaît pas un mode de production propre ni stable. Sa caractéristique spécifique consiste dans le bouleversement ininterrompu et systématique qu'elle porte dans le mode de production. Par des mesures politiques et économiques, elle sape jusqu'aux fondements l'ancien système et dégage les bases de nouveaux rapports sociaux : le Communisme.

2) A l'encontre des autres périodes de transition dans l'histoire, qui toutes se déroulaient au sein de l'ancienne société et culminaient dans la révolution, la période de transition du Capitalisme au Communisme ne peut débuter qu'après la destruction de la domination politique du capitalisme, et en premier lieu de son Etat : la Révolution et la prise du pouvoir politique général dans la société par le prolétariat <u>précèdent</u>, <u>conditionnent</u> et <u>garantissent</u> la marche de la transformation économique et sociale.

3) A la différence des révolutions bourgeoises qui ont la région ou la nation pour cadre, le Socialisme ne peut se réaliser qu'à l'échelle mondiale. L'extension de la révolution et de la guerre civile est donc l'acte primordial qui conditionne les possibilités et le rythme de la transformation économique et sociale dans le ou les pays où la Révolution a déjà triomphé.

4) Le Socialisme est une société sans classes. La période de transition qui ne se développe réellement qu'après le triomphe de la Révolution à l'échelle mondiale est une période dynamique qui tend vers la disparition des classes, c'est-à-dire qu'elle connaît encore la division en classes et la persistance des interêts divergents et antagoniques dans la société.

5) Dans toute société divisée en classes, la classe dominante exerce ouvertement ou hypocritement sa dictature sur les autres. Il en est de même pour le Prolétariat avec cette différence :

a- qu'il ne le fait pas pour défendre des privilèges (qu'il n'a pas) mais pour détruire tous les privilèges ;

b- pour cette raison, il n'a nullement besoin, comme les autres classes, de cacher ses buts, de mystifier les classes opprimées en présentant sa dictature comme le règne de la Liberté, Egalité, Fraternité ;

c- que cette dictature n'est pas pour perpétuer l'état de choses, mais au contraire, pour le révolutionner afin d'assurer l'avènement de la Société véritablement humaine sans exploitation ni oppression.

6) Pour empêcher que les antagonismes de classes qui travaillent la société n'explosent en luttes menaçant l'équilibre, et mettant en péril jusqu'à l'existence même de la société, la bourgeoisie a été amenée à créer des institutions et une super-structure, dont l'Etat est le couronnement et dont la fonction consiste essentiellement à maintenir ces luttes dans un cadre approprié, et à veiller à conserver et renforcer le cadre de l'ordre social donné. C'est pourquoi l'Etat reste en règle générale l'organe par excellence de la classe dominante et s'identifie avec elle.

7) La période de transition au Socialisme est, comme nous l'avons vu, encore une société où subsiste la division en classes. C'est aussi la raison pour laquelle surgit nécessairement cet organisme superstructurel, ce mal inévitable qu'est l'Etat.

Mais des différences substantielles distinguent ce dernier de l'Etat des anciennes sociétés divisées en classes :

a- en premier lieu, le fait que pour la première fois dans l'histoire, il est l'Etat de la majorité contre la minorité (les anciennes classes dominantes déchues) et non de la minorité exploiteuse pour l'oppression de la majorité ;

b- un autre trait qu'altère profondément sa nature, est qu'il ne se constitue pas sur la base d'une couche <u>spécialisée</u>, les partis politiques, mais sur la base de délégués élus par des organisations territoriales, les Conseils locaux, et révocables par elles ;

c- enfin, toute cette organisation étatique exclut <u>catégoriquement</u> toute participation des classes et couches exploiteuses qui sont privées de tout droit politique et civique ;

d- la rémunération de ses membres ne peut jamais être supérieure à celle des ouvriers.

C'est dans ce sens que les marxistes pouvaient, avec raison, parler d'un semi-Etat, d'un Etat altéré, d'un Etat en voie d'extinction.

8) L'expérience de la Révolution russe victorieuse devait apporter des enseignements précis, encore que négatifs, sur le rapport entre le Prolétariat et sa Dictature, entre cette organisation "soviétique" et l'Etat dans la période de transition :

a- La fonction des Partis politiques du prolétariat se distingue fondamentalement de celle des partis de la bourgeoisie, et, tout particulièrement par le fait qu'ils ne sont pas et ne peuvent être des organismes de l'Etat. Autant les partis de la bourgeoisie ne peuvent exister qu'en tendant à s'intégrer à l'appareil d'Etat, autant l'intégration des partis ouvriers à l'Etat après la Révolution les dénature, et leur fait perdre complètement leur fonction spécifique dans la classe.

b- Parce que la fonction et les interêts de l'Etat se confondent avec ceux de la classe économiquement dominante, c'est-à-dire la conserva-

tion de l'état social existant, l'Etat bourgeois peut et doit s'identifier avec celle-ci, et devenir l'expression principale de ses interêts généraux et de son unité à l'intérieur même de cette classe, et surtout faire face aux autres classes de la société :

Rien de tel pour le prolétariat qui ne tend pas à conserver l'état de choses existant, mais à le bouleverser et le transformer. C'est pourquoi sa dictature historique ne peut trouver dans une institution conservatrice par excellence, comme l'est l'Etat, son expression authentique et totale.

Il n'y a pas et ne peut y avoir d'Etat socialiste. Etat et Socialisme s'excluent par définition. Le socialisme étant l'interêt historique du prolétariat, sa substance en développement, il y a identité et identification entre l'un et l'autre. En conséquence, dans la mesure même où on doit parler du prolétariat socialiste, on ne peut pas parler d'"Etat ouvrier", d'Etat du prolétariat.

Aussi pensons-nous, que sur la base de l'expérience russe, un effort théorique doit être porté sur la distinction nécessaire à faire entre l'Etat de la période de transition, que le prolétariat ne peut pas ne pas utiliser et soumettre à tout instant à sa Dictature, et cette Dictature même. Politiquement cette identification a apporté le plus grand mal à la lutte révolutionnaire du prolétariat et a parfaitement servi de mystification à la contre-révolution en Russie, sous la direction du parti bolchévik dégénérant.

c- L'Etat de la période de transition, avec toutes ses altérations et limitations, porte encore tous les stigmates d'une société divisée en classes. Il ne saurait jamais être l'organe concentrant et symbolisant le Socialisme. Seule la classe prolétarienne est la classe porteuse du Socialisme. Sa domination de la société, c'est aussi sa domination sur l'Etat et, il ne peut l'assurer que par sa Dictature de Classe.

9) La dictature du prolétariat doit se définir par :

a- La nécessité de maintenir l'unité et l'autonomie de la classe dans ses organisations propres : les Conseils Ouvriers, en même temps qu'elle prononce la dissolution de toute organisation propre aux autres classes de la période de transition.

b- Elle dicte comme règle générale son hégémonie au sein de la société, ce qui se traduit par sa participation hégémonique au sein de l'organisation soviétique d'où émane l'Etat, mais interdit aux autres classes tout droit d'intervention au sein de l'organisation de la classe.

c- Elle s'impose comme seule classe armée indépendamment de toute immixtion d'autre organisation et tout particulièrement de l'Etat.

-oOo-

TEXTE D'ORIENTATION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

Un des premiers points à envisager lorsqu'on veut analyser la situation internationale est évidemment la situation économique mondiale.

Lorsque dans les années 1968-69 nous analysions la crise à venir, on pouvait encore nous traiter d'obsédés de la crise, de la décadence, etc. Aujourd'hui, l'évidence de la crise qui secoue le monde n'est plus mise en question par personne. Nous avions déjà dégagé lors d'une précédente conférence, un des traits qui caractérise l'évolution actuelle de la crise : l'époque où ses manifestations se situaient sur le terrain monétaire et financier est terminée ; aujourd'hui, ce sont ses effets "réels" qui se font sentir, et cette perspective s'est renforcée dans les derniers mois qui viennent de s'écouler. Les répercussions de la crise sur le système monétaire n'ont pas disparu : l'inflation galopante atteint aujourd'hui des sommets jamais égalés, les problèmes financiers se font de plus en plus cruellement sentir, mais tous ces problèmes cèdent la place aux effets les plus violents de la crise : l'arrêt puis la régression de la croissance économique d'une part, et sa conséquence inévitable, le développement du chômage d'autre part.

Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les pays périphériques qui sont touchés par la crise, c'est l'économie mondiale dans son ensemble, y compris les grandes puissances, qui est frappée de plein fouet : l'Allemagne, le Japon, etc. en subissent violemment les effets, et les Etats-Unis, première puissance mondiale, connaissent un taux de chômage qui atteint les 9 %. Les pays du bloc de l'Est, qui, il y a un certain temps, pouvaient encore paraître indemnes sont touchés eux aussi : la forme sous laquelle ils sont atteints peut paraître plus faible ou plus tardive, mais la dépendance qui les lient aux systèmes occidentaux, la faiblesse structurelle de leur économie ainsi que leur position secondaire dans le marché mondial, tout permet de penser que ce n'est là qu'un phénomène provisoire.

Trois points peuvent être soulignés dans le contexte de cette évolution :

1/ On ne peut pas ne pas être frappé par l'absence de perspectives en ce qui concerne l'évolution de l'économie, qui se manifeste dans tous les pays du monde. Aucun économiste bourgeois, aucune revue d'économie, aucun gouvernement n'avance de perspective sérieuse. Pour l'OCDE par exemple, qui prévoit une augmentation du taux de chômage, c'est le trou noir, sans issue, qui est envisagé. Si les gouvernements s'obstinent encore à parler de reprise économique ou de relance pour le prochain automne, puis pour le prochain printemps, chaque échéance vient démentir ces prédictions.

2/ Contrairement à ce qui s'était passé en 1929, où la crise avait frappé l'économie mondiale sous la forme d'un effondrement subit; ce qui caractérise notre période, c'ést l'étalement de la crise. Depuis lors, en effet, les différentes économies nationales ont appris à se doter d'un appareil d'Etat suffisamment fort, ayant une emprise sur l'économie suffisamment puissante, qui leur permet de pallier aux premiers effets de la crise. C'est dans ce sens que nous voyons la tendance au capitalisme d'Etat s'accélérer de plus en plus. On peut prévoir sans crainte d'erreur que cette accélération se poursuivra et même s'intensifiera jusqu'à un point jamais égalé, dépassant même les degrés atteints dans les périodes de guerre mondiale.

3/ Le troisième point à souligner, c'est la vérification des analyses de Rosa Luxembourg : certains pouvaient encore avoir des doutes, il y a quelques années, sur la forme que prendrait l'expression de cette crise. Aujourd'hui, les marchés du monde entier sont sursaturés, toutes les usines du monde se retrouvent avec des stocks d'invendus et la question des marchés apparaît dans toute son évidence. Le problème qui se pose à tous les pays actuellement peut se résumer à la formule d'Hitler à la veille de la deuxième guerre mondiale : "Ce pays doit exporter ou périr".

LA POLITIQUE INTERNATIONALE

1/ Les conflits interimpérialistes

Avec l'approfondissement de la crise, la concurrence économique entre les nations s'exaspère. L'intensification de ces rivalités commerciales et la multiplication des conflits locaux ont conduit certains à parler d'effritement des blocs impérialistes en nations éparses et concurrentes. Ces rivalités commerciales ne font en fait que pousser aux alliances, de façon à renforcer chaque camp dans les conflits. Ces alliances sont interchangeables mais elles subissent certaines lois générales. Les conflits qui agitent les nations faibles sont un terrain favorable pour que les grandes puissances les captent dans leur champ, et les différentes nations se regroupent en blocs autour des grandes puissances et cette tendance ne fera que se renforcer au fur et à mesure que la nécessité de s'acheminer vers un conflit généralisé se fera sentir. La tendance générale n'est pas l'effritement des nations déchirées par la concurrence, mais au contraire au renforcement des blocs autour des grandes puissances.

A cet égard, un des faits les plus marquants de l'année qui vient de s'écouler, fut la fin de la guerre d'Indochine : cet évènement concentre en lui la plupart des traits les plus significatifs de la période. Contrairement au mythe répandu par toute la Gauche mondiale (en vue d'accréditer la solution politique qu'elle représente, dont un des volets principaux est l'anti-"impérialisme américain"), les USA, et cela s'est confirmé depuis, n'ont pas été défaits en Indochine, même si "Le Monde" a pu, sans rire, "expliquer" la défaite de la plus grande puissance mondiale par la non-compréhension qu'avaient les américains de "l'attachement du paysan vietnamien à sa terre".

Deux raisons fondamentales peuvent expliquer le retrait des américains de cet engagement militaire :

D'une part, cet évènement participe de la nécessité de réorganiser le déploiement de leurs forces en fonction de la tendance générale du du déplacement du centre de gravité des conflits interimpérialistes vers les centres de l'économie mondiale. Tout comme la crise a d'abord touché les pays périphériques pour ensuite frapper les grands centres, de même les conflits entre les puissances impérialistes, qui s'exerçaient à la périphérie du système, se rapprochent des centres mêmes de l'économie capitaliste. Ce phénomène peut s'expliquer par le fait que la nécessité qui gouverne les puissances impérialistes n'est plus simplement de s'emparer de quelques lieux stratégiques, d'arpents de terre ou de désert, pour renforcer son bloc face à l'autre. Cette nécessité n'a pas disparu, mais ce n'est plus le moteur essentiel. Avec l'approfondissement de la crise, l'enjeu de la bataille interimpérialiste est de plus en plus l'obtention de véritables marchés; de zones qui puissent rentabiliser à court terme les efforts de guerre. Une guerre comme le Viet-Nam, périphérique, ne représentait pas un intérêt économique immédiat. Sa "rentabilisation" ne se concevait qu'à long terme. Or, de plus en plus, ce que la crise impose aux puissances, c'est l'obtention de débouchés immédiats. En leur absence elle leur impose le seul moyen qui permette à l'économie de se relancer ; des destructions suffisantes (centres industriels) pour réamorcer le cycle caractéristique de l'économie capitaliste décadente : crise-guerre-reconstruction.

D'autre part, les conditions actuelles de la concurrence commerciale ne permettent plus aux puissances de maintenir un conflit non immédiatement rentable, présentant un intérêt secondaire face aux difficultés économiques. Aujourd'hui, le pays qui maintient un tel effort de guerre, se trouverait, immédiatement, très fortement handicapé dans la concurrence mondiale. C'est dans ce sens que l'on peut affirmer que l'on assiste probablement à la fin des longs conflits "locaux", tels la guerre du Vietnam, ou la guerre d'Algérie dans une certaine mesure, qui pouvaient, dans la "prospérité" de la reconstruction, s'éterniser dans certaines parties du monde. Le "modèle" des futurs conflits locaux serait plutôt la guerre de Chypre, où tous les moyens sont mis en oeuvre pour régler les problèmes le plus rapidement possible. Ce phénomène ne signifie pas, bien au contraire, que les conflits locaux vont disparaître : les antagonismes inter-impérialistes ne feront que s'accroître et les grandes puissances sau-

ront profiter de la brèche ouverte dans les conflits internes du tiers-monde, dont la décomposition interne générale ne peut que s'accélérer, pour résoudre leurs problèmes impérialistes en se servant de différentes fractions en conflit.

Nous pouvons donc affirmer que les Etats-Unis n'ont pas perdu la guerre d'Indochine, mais qu'ils ont seulement adapté leur politique internationale aux nouveaux impératifs que leur impose la crise économique. En quittant le Vietnam, ils se sont d'ailleurs ménagé des conditions avantageuses : militairement, la guerre leur a permis d'implanter dans cette région du monde un système de quadrillage militaire complexe et efficace à partir des zones périphériques. Ainsi, ils laissent la Chine et l'URSS s'affronter pour gagner une certaine influence dans cette zone, tout en gardant une présence militaire suffisamment puissante. Economiquement, la perte du contrôle absolu qu'ils possédaient sur certaines parties de l'Indochine ne se traduit pas pour eux par la perte totale des marchés existants, ils sont associés à la reconstruction et, pour la première fois depuis des décades, Coca-Cola est en vente à Hanoï.

2/ Le danger prolétarien

A partir des événements d'Indochine, la tendance au déplacement des conflits vers les centres de l'économie mondiale apparaît clairement. Mais s'approcher des centres de l'économie mondiale, s'approcher des centres industrialisés, c'est aussi s'approcher du prolétariat. On retrouve ainsi au Moyen-Orient deux phénomènes qui sont particulièrement significatifs : d'un côté, la concentration de l'armement militaire ne fait que se renforcer, les différents blocs et particulièrement la Russie et les USA redistribuant leurs forces, la Méditerranée devenant un centre de plus en plus important; de l'autre, les pays belligérants de cette zone, principalement l'Egypte et Israël, éprouvent une difficulté croissante à mobiliser leurs populations en vue de la guerre : les mouvements sociaux s'amplifient et la perspective d'une nouvelle guerre ne rencontre plus l'enthousiasme nécessaire qu'elle pouvait trouver il y a quelques années. C'est ainsi que la perspective que nous avançons depuis quelques années selon laquelle les luttes de classe sont déjà trop développées pour qu'on amène le prolétariat à la guerre, aboutit dans la situation mondiale présente à la contradiction suivante : d'un côté, la nécessité de déplacer les conflits inter-impérialistes vers les centres de l'économie mondiale, de l'autre l'impossibilité que rencontre le capitalisme de lancer le prolétariat des pays les plus développés dans une guerre généralisée.

Dans une telle situation, plus les antagonismes se rapprocheront des zones économiques centrales, et plus les préoccupations capitalistes, économiques et politiques, seront suspendues à un problème : comment mater le prolétariat.

3/ Les préparatifs de la bourgeoisie

Lorsque la bourgeoisie s'est trouvée face à l'insurrection allemande de 1919-23, elle a su provoquer le prolétariat avant que sa lutte ne soit parvenue à maturité, à un combat dont elle est sortie victorieuse. Cependant, la situation actuelle est très différente : le mouvement allemand marquait la fin d'une vague révolutionnaire, alors que les luttes actuelles annoncent la fin de la période la plus noire du mouvement ouvrier, le début d'une montée révolutionnaire dont la caractéristique majeure est son aspect planétaire. L'écrasement du prolétariat allemand ne fut pas le fruit d'une stratégie géniale de la social-démocratie, même si la bourgeoisie allemande avait, à ce moment-là, une capacité beaucoup plus grande, que la bourgeoisie russe, par exemple, pour affronter la classe ouvrière. La raison fondamentale de l'échec de la révolution allemande se trouvait dans la situation historique de l'époque, à savoir la fin de la guerre et le retour à la paix. Ce qui avait été le moteur initial des luttes -la question de la guerre- se trouvait éteint au moment où l'insurrection éclatait. Les données du problème sont tout autres pour le mouvement actuel : le moteur des luttes, les effets accrus de la crise économique, ne pourra que se renforcer. Nous ne sommes pas dans un cours de fin de vague révolutionnaire mais au début d'un cours ascendant des luttes révolutionnaires. Une stratégie analogue de "provocation" de la part de la bourgeoisie n'aurait pas des effets identiques : dans un cours montant des luttes, les défaites partielles, loin de défaire le prolétariat, peuvent se transformer en sources d'acquis, d'expériences permettant le renforcement et le développement de la lutte globale. Une provocation prématurée de la bourgeoisie se heurterait à un mouvement qui atteint non plus l'échelle d'un continent, comme c'était le cas de l'Europe, mais l'échelle de la planète, et cette tactique risquerait d'aboutir à un résultat contraire à celui escompté.

La perspective qui semble s'ouvrir n'est donc pas celle d'un affrontement immédiat, mais l'installation de la société dans une période de crise ouverte permanente ; l'effondrement de l'infrastructure économique aura pour conséquence une tendance générale à la décomposition de la société dans tous ses aspects aussi bien politiques, que sociaux ou moraux. Face à cette décomposition, l'appareil d'Etat, seul pilier sur lequel le capital puisse s'appuyer pour tenter de retarder cette décomposition, se renforcera de plus en plus. L'effondrement économique ne sera pas brutal, comme c'était le cas en 1929, où la bourgeoisie avait été débordée par la crise: aujourd'hui, nous verrons probablement l'Etat prendre des mesures économiques de soutien artificiel, forcer la remise en marche de la production et prendre des mesures pour empêcher le développement de la réaction ouvrière. Cependant, il est évident que, pas plus que les grands travaux ou le New Deal lancés par l'Etat lors de la dernière grande crise, les interventions de l'Etat, même renforcées au maximum, ne pourront résoudre la crise économique. Lors de la

crise de 1929, la politique étatique avait surtout permis de se préparer à la guerre, et c'est la guerre qui a "résolu" la crise, non l'intervention de l'Etat. En l'absence d'une possibilité réelle pour le capitalisme d'en venir à la guerre généralisée, la période à venir sera marquée par, d'une part des interventions permanentes de l'Etat, essayant de maintenir l'activité économique de façon superficielle sans jamais permettre une véritable relance, d'autre part, par des explosions ouvrières de plus en plus violentes réprimées en conséquence.

La perspective qui s'ouvre est donc l'installation de la société dans une période de crise économique de plus en plus difficile, au sein de laquelle le prolétariat commence à forger ses armes et la bourgeoisie essaie de survivre, de maintenir son système économique, en affrontant les problèmes du prolétariat. Avec l'aggravation de la crise internationale, la vie de la société prendra de plus en plus la forme d'une veillée d'armes, la vie des deux classes principales de la société étant déterminée par les préparatifs du combat.

Ces préparatifs prennent des formes de plus en plus précises du côté de la bourgeoisie. Deux soucis fondamentaux guident sa politique anti-prolétarienne :

- Son appareil de maintien de l'ordre, l'Etat, doit avoir une coloration suffisamment prolétarienne, ou du moins "de gauche", pour que la classe ouvrière en reconnaisse l'autorité. C'est dans ce sens que s'inscrivent les succès électoraux de plus en plus généralisés de la gauche dans tous les pays.

- Le seconde besoin qui se pose à la bourgeoisie dans sa préparation au combat est celui d'identifier les intérêts prolétariens aux intérêts nationaux. Outre la nécessité de renforcer la nation face à la crise, d'appeler à l'Union Nationale de toutes les fractions de la bourgeoisie, l'idéologie de l'union nationale a l'avantage de diluer le prolétariat dans la masse populaire de la nation, d'empêcher et d'interdire toute constitution de la classe ouvrière comme corps autonome au sein de la société. C'est ainsi que les gouvernements qui semblent se préparer au Portugal comme en Italie, s'ils ont comme axe des partis de gauche, tendent à apparaître comme des gouvernements d'Union Nationale, noyant le prolétariat dans la démocratie populaire et le nationalisme. Pour cela, on voit toutes les fractions de l'appareil politique de la bourgeoisie "se peindre en rouge" : au Portugal, par exemple, il n'est plus de parti politique qui ne se dise socialiste.

En conséquence de cette évolution, qui verra les partis de gauche prendre la responsabilité de l'Etat, va se créer un vide dans les mystifications entretenues au sein de la classe ouvrière :en effet, jusqu'à présent ces partis dans "l'opposition" assuraient l'encadrement de la classe ouvrière au sein de l'ordre capitaliste. Si ces partis passent au pouvoir et deviennent les chefs de la police, de l'appareil de répression, leur crédibilité en sera sérieusement diminuée. Ce vide dans les forces de mystification de la classe ouvrière sera appelé à être comblé de plus en plus par des fractions "gauchistes" de l'appareil de la bourgeoisie. Au Portugal, où PC et PS ont été appelés au pouvoir, le développement des fractions gauchistes au sein de la classe ouvrière est particulièrement significatif.

Tels sont les traits généraux des préparatifs de la bourgeoisie pour ce combat inévitable. Le prolétariat, lui, n'a pas mille tactiques à inventer : il ne peut agir que sur le développement de sa conscience et de sa capacité d'organisation.

4/ Les préparatifs du prolétariat

Au niveau de sa capacité d'organisation, l'évolution que connaîtra la préparation prolétarienne dans la constitution de cette arme, pourrait se définir par trois "stades" :

- Rupture du carcan syndical et apparition au niveau de l'usine d'assemblées ouvrières souveraines, nommant leurs propres comités de grève, ayant un contrôle direct sur la lutte.

- Apparition de délégués des différentes usines en lutte, constitution de comités coordinateurs qui constituent de véritables embryons de conseils ouvriers.

- Enfin, lors de la phase de luttes généralisées, généralisation de ces comités qui permettent de coordonner les différents centres ouvriers, c'est-à-dire apparition des véritables conseils ouvriers.

Cette évolution, dont trois stades ont été pris un peu artificiellement, schématiquement, a déjà connu un certain développement dans certains pays. C'est le cas notamment en Espagne, où la généralisation des luttes a posé à plusieurs reprises concrètement à la classe ouvrière la nécessité de se donner des formes d'organisations propres. On a vu ainsi en Espagne se généraliser assez facilement les assemblées ouvrières et les grèves dans lesquelles les ouvriers gardent effectivement le contrôle de leurs luttes. Cependant, comme l'ont montré par exemple les grèves du Bajo Llobregat, de l'été 74, la classe ouvrière n'est pas encore parvenue à franchir le deuxième stade, à coordonner ses différentes assemblées ouvrières, à se donner des comités de délégués ouvriers capables de coordonner les différentes entreprises, les différentes assemblées de la classe en lutte. Aussi, au cours de ces luttes, les ouvriers ont-ils été contraints d'abandonner la direction de leur lutte aux mains des syndicats légaux qui, inévitablement, les ont menées à l'échec et à la démoralisation. Au Portugal aussi, surgissent des assemblées ouvrières au cours des luttes : la nécessité de s'imposer face au syndicat unique imposé par le gouvernement les fait surgir, le syndicat unique apparaissant de façon immédiate, devant la crise qui frappe l'économie portugaise, comme simple organe du gouvernement. Cependant, on assiste en même temps à une tentative d'institutionnaliser les comités qui ont surgi de ces luttes et même de les généraliser artificiellement. Les gauchistes se font les principaux propagandistes d'une opération qui consiste à créer

des comités ouvriers permanents (existant indépendamment des luttes) rattachés au gouvernement, en liaison avec les secteurs les plus "radicaux" du MFA. Si cette opération réussit, on aura en fait créé un nouveau syndicat "de gauche", une nouvelle organisation de la classe ouvrière. Il s'agit de créer un organe plus efficace que l'organisation syndicale unique, qui ne parvient déjà plus à jouer son rôle.

Quant à l'évolution de la conscience de la classe ouvrière, elle se fait encore de façon souterraine et il serait difficile de définir des stades précis de cette évolution.

Toutefois, de plus en plus fréquemment, des noyaux ouvriers, des cercles de discussion surgissent, au sein desquels des éléments se regroupent essentiellement sur des positions antisyndicales, à la recherche de positions de classe, de positions révolutionnaires. On voit surtout ce phénomène se développer en Espagne et en Italie : mais ici encore on assiste, comme c'est le cas pour les organisations unitaires au Portugal, à des tentatives de blocage de l'évolution de ces noyaux dont l'aboutissement serait la transformation en groupes politiques achevés s'intégrant aux pôles révolutionnaires existants. En Italie, on a vu se développer de plus en plus une tendance, qui, sous prétexte d'"autonomie ouvrière", de "coordination" de ces différents noyaux à peine balbutiants, bloque leur évolution. Alors que ces noyaux en sont à peine à dégager quelques points de critique des syndicats et des partis existants, on les fige dans cet état, les transformant en une sorte d'organisation bâtarde dans laquelle l'approfondissement politique est une sorte de tabou, entravant ainsi le développement nécessaire d'une définition claire des lignes politiques de la lutte de la classe.

5/ Manifestation et facteur de l'évolution de la conscience de la classe ouvrière

C'est dans le cadre de cet approfondissement nécessaire, de cette clarté politique, que s'inscrivent entre autres le développement de notre courant international et une certaine décomposition du courant gauchiste.

La classe ouvrière mondiale n'en est qu'à les premiers pas, tant au niveau du développement de sa conscience que de sa capacité à s'organiser. Les éléments que l'on peut dégager aujourd'hui ne font qu'annoncer des tendances que l'on ne verra se développer que dans les années à venir. Toutefois, il est nécessaire d'analyser l'évolution de la lutte de classe dans le monde, particulièrement dans cette dernière année.

Un des traits les plus importants qui caractérise la récente évolution de la lutte de classe, c'est son intensification et surtout son extension à toute la planète. Dans les pays les plus touchés par la crise, les pays du tiers-monde, la lutte de classe éclate de plus en plus sous des formes insurrectionnelles, souvent violemment réprimées. En Inde, en Colombie, les gouvernements ont déclaré des états de siège surtout face à la multiplication des insurrections et des grèves qui se produisent dans les différents centres de ces pays. En Argentine, les luttes ouvrières connaissent une intensité jamais atteinte depuis les événements de Cordoba.

Dans les pays industrialisés, surtout dans les pays où la lutte de classe a déjà connu un certain développement, c'est-à-dire les pays d'Europe : France, Italie, Portugal, Espagne, Angleterre, etc... il apparaît des traits communs aux luttes qui se sont produites depuis 1968. Trois étapes semblent se dégager dans l'évolution de ces luttes :

- Dans les années 1968-72, l'Europe a été secouée par des éclats de luttes ouvrières, des vagues de grèves qui se généralisaient assez facilement. Ce fut le cas principalement de la France, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et de la Pologne. Dans toutes ces grèves, l'autorité syndicale fut remise en question, sans parler de la Pologne où les luttes ont commencé à s'affronter directement à l'Etat.

- Les années 1973-74, elles, furent marquées par une diminution générale des luttes ouvrières. La lutte de classe s'exprimait à travers des conflits ponctuels, beaucoup moins nombreux, avec çà et là des grèves très longues et beaucoup plus dures qu'auparavant. Ce phénomène était tellement frappant que certains, tels la "tendance ex-LO" au sein de RI, croyaient pouvoir écrire, devant le déclin des luttes, que les luttes revendicatives étaient finies. Il n'y aurait plus que des luttes révolutionnaires.

- Enfin, à partir de la fin 1974, une nouvelle phase semble s'ouvrir : contrairement aux prévisions, les luttes revendicatives connaissent une nouvelle flambée sans précédent. En Espagne, on parlait cet hiver de plus de 100 000 grévistes par semaine, en France, à Pâques, on annonçait 100 000 grévistes par jour, et 50 usines occupées. Depuis lors, les luttes n'ont pas cessé de se développer, touchant tous les secteurs, englobant une masse toujours plus grande de travailleurs : cependant, tout en étant plus étendues qu'auparavant, ces luttes ne parviennent pas à briser, ni le cadre de l'usine, ni le cadre syndical ; la masse des luttes qui se développent est immense, mais il demeure entre elles des barrières d'isolement soigneusement entretenues par les syndicats, dont l'adresse a décuplé depuis les premières expériences. Il semblerait que la classe ouvrière recule pour mieux sauter et que l'expérience d'affrontement avec les syndicats qu'elle a connu lors de la première phase lui a appris l'ampleur du pas à franchir, qu'elle a "senti" à quel point s'attaquer aux syndicats signifie s'attaquer à l'Etat.

Ainsi, face à la crise qui frappe de plus en plus durement la classe ouvrière, la question qui se pose de façon immédiate est la possibilité d'une prochaine étape d'unification de ces milliers de luttes isolées. C'est une étape qui marquerait un pas fondamental dans l'évolution des luttes depuis 68. Il reste à déterminer quand la classe, après un tel développement des luttes, parviendra enfin à commencer à généraliser ses luttes elle-même, à sortir du cadre de l'usine, et surtout à s'organiser en dehors des syndicats.

De toute cette analyse, il découle des impératifs pour l'intervention des révolutionnaires. Outre l'intervention générale en vue du renforcement des deux armes principales du prolétariat, sa conscience et sa capacité d'organisation, elle devra faire siens certains soucis fondamentaux :

- La dénonciation de toutes les solutions de gauche de la bourgeoisie, et de toute la tendance au capitalisme d'Etat qui, se renforçant de plus en plus, le capital tentera de faire apparaître comme un pas vers le socialisme.

- La dénonciation de tout essai d'enfermer les luttes dans l'usine, d'attacher le prolétariat à la production capitaliste, que ce soit par le biais de l'autogestion, du nationalisme ou des tactiques syndicales.

Un autre aspect risque de devenir fondamental : la dénonciation des tendances terroristes, que la décomposition de la société et la lenteur de la crise ne pourront que renforcer. Avec la crise, une masse croissante de jeunes chômeurs, de jeunes qui ne pourront être intégrés dans l'économie capitaliste, va grossir les rangs de ceux qui pourront être tentés par ces "méthodes directes". En France, il y aura à la rentrée 500 000 jeunes qui se retrouveront sans emploi, sans aucune perspective. Ce phénomène n'est pas un phénomène français, c'est un phénomène qui se généralise et pose le problème d'une masse de jeunes qui, inévitablement, se révolteront contre un système qui les rejette, sans pour autant trouver les formes de lutte de la classe ouvrière, tant que celle-ci ne bouge pas. En ce sens, s'il n'y a pas d'explosions ouvrières suffisamment puissantes, qui permettent d'intégrer cette masse inactive aux luttes ouvrières, le développement du terrorisme risque de devenir un facteur de déroute et de mystification supplémentaire.

Les fondements de la société s'effondrent, minés par le développement des contradictions de son système économique.

Les classes comprennent de plus en plus que ce qu'elles vivent est en fait une veillée d'armes.

Aux révolutionnaires de savoir se transformer en véritables galvanisateurs de l'armée prolétarienne.

-oOo-

"Considérant,

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de tout régime de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens du travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes ; la misère sociale, l'avilissement intellectuel et la dépendance politique ;

Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est la grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés ;

Que le mouvement qui vient de renaître parmi les ouvriers des pays les plus industrieux de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les efforts encore isolés..."

(Statuts de l'A.I.T.)

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

- Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

- Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de"prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, —tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales— et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- Les partis de "gauche" ainsi que les courants "gauchistes", maoïstes, trotskystes, anarchistes, ne sont que la gauche de l'appareil politique du capital.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitalistes au sein du prolétariat.

- Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance anti-fasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

Notre activité

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

